

5
JE M'EN RAPPORTE
A TOUT LE MONDE,

OU

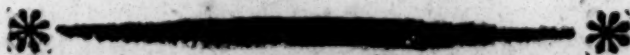
REFLEXIONS

IMPARTIALES

SUR LES AFFAIRES ACTUELLES.



A LONDRES.



1788.



90

T A B L E

<i>TORTS des Parlemens.</i>	page 1
<i>Torts du Public.</i>	24
<i>De la Cour Plénière.</i>	36
<i>Je ferois ce que je prêche, si j'étois Magistrat.</i>	44
<i>Pensez-y bien, Messieurs les Opposans !</i>	54
<i>Inconvéniens des nouvelles Loix.</i>	84
<i>Premier Moyen.</i>	88
<i>Deuxième Moyen.</i>	94

R 80373

A L O N D R E S

1788



JE M'EN RAPPORTE A TOUT LE MONDE.

A LA rumeur, qui se fait entendre dans plusieurs parties de la France, j'ai peine à reconnoître ce brillant royaume, berceau dans tous les tems de la gaité & du plaisir. Quelle est donc la cause de ce changement subit, qui s'est opéré dans le caractère national ?

On parle de tyrannie ; & je vois tout ce qui m'entoure, libre.

Des bruits sourds semblent inspirer des alarmes aux propriétaires. Cependant je ne connois personne qui ait lieu de se plaindre qu'on ait attenté à ses propriétés.

Je remarque même que nous jouissons d'une sûreté plus complète que jamais. Les lettres-de-cachet sont devenues très-rares. S'il en émane encore quelques-unes du Trône, elles ne sont plus accompagnées de ces actes ténébreux de violence, qui arrachotent jadis les citoyens de la société,

A

2 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

sans laisser aucun indice de ce qu'ils étoient devenus. Quand, de tems à autre, l'autorité se décide à punir, ce n'est plus qu'avec douceur. Elle s'annonce publiquement. On est plein d'égards & d'attention pour eux-même, contre lesquels elle se croit forcée de sévir.

Où donc est le tyran ?

Tout est-il perdu, parce qu'on introduit dans les Parlemens une réforme désirée depuis long-tems ? Hé, Messieurs ! songez que cette réforme vous est utile, que c'est pour votre bien qu'on la fait : pourquoi donc influe-t-elle sur votre bonne humeur ?

Mais je vois que vous avez besoin d'être convaincus plus en détails. Je vais vous prouver, que le mal n'est pas, à beaucoup près, aussi grand que vous nous le figurez ; que vos Magistrats ont tort, que vous avez tort vous-mêmes ; & qu'au bout du compte, il y a remède à tout.

Torts des Parlemens.

LES tems désastreux de Charles VI, l'époque horrible de la Ligue, les troubles de la Fronde, prouvent que nos Parlemens n'ont pas toujours été exempts de reproche. Il n'existe pas de Corps, qui n'ait fait des fautes. Il seroit injuste, sans doute, d'imputer aux Magistrats actuels les erreurs de

leurs ancêtres ; mais du moins devroient-elles leur servir à les garantir des mêmes écarts.

L'histoire nous atteste , que jamais les Parlemens ne se sont élevés contre le pouvoir suprême , sans que leurs entreprises aient entraîné les suites les plus funestes. Le peuple, habitué à les considérer comme ses soutiens, comme les organes des Loix , prend confiance dans tout ce qu'ils font : il les écoute comme ses oracles , & adopte aveuglément tous les exemples qu'ils lui donnent. Aussi toutes les fois qu'ils se sont égarés , s'est-il égaré avec eux ? Cet empire qu'ils ont sur les esprits , devroit les rendre très-circonspects sur leurs démarches.

L'essence d'un Etat monarchique est que la puissance souveraine ne réside que dans un seul homme : les siècles turbulens de la féodalité nous ont trop bien prouvé combien cette unité est essentielle pour le bonheur général.

S'il n'y a qu'un pouvoir dominant , fixé dans un seul Chef , nul Corps dans l'Etat ne peut donc prétendre à la même suprématie : tout le monde y est sujet ; chacun y doit l'obéissance , grands comme petits , corps & individus.

Cependant il est intéressant qu'il y ait des personnages intègres , à qui l'accès du trône soit frayé , pour éclairer le Monarque sur la

4 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

situation de ses sujets , & sur les pièges qu'on peut tendre à sa religion. Cette commission honorable semble être attirée depuis plusieurs siècles aux Parlemens.

Si dans cette partie si précieuse de leur ministère , ils s'étoient concentrés dans des bornes convenables , leur conduite leur auroit mérité l'apologie de la Nation , avec sa reconnoissance. Mais ils ont trop souvent franchi les limites de la modération & du vrai zèle. Ils ne se sont pas contentés de faire des remontrances ; mais ils ont rejeté des loix , ils en ont de leur autorité interdit l'exécution.

Un Corps qui prétend pouvoir annuler les volontés du Souverain , passe bientôt du droit de défendre à celui d'ordonner ; l'ambition cherchant toujours à étendre ses entreprises. On en a vu des exemples de la part des Parlemens , qui , dans des tems critiques , se sont érigés en législateurs , disposant de la soumission des peuples , ordonnant des levées d'impôts , de troupes , &c. &c.

Ainsi , si dans le délire de leur effervescence on laissoit un cours libre à leur audace , on verroit bientôt s'élever deux autorités en France , dont le choc perpétuel , au lieu de faire le bien de la Nation , ne serviroit qu'à entretenir la défiance & le désordre.

Je m'en rapporte à tout le Monde. 5

Les Parlemens ne cessent de protester qu'ils n'entendent pas usurper l'autorité suprême. Mais n'est-ce pas l'usurper , en prétendant que le Prince ne peut rien sans eux ? N'est-ce pas l'usurper , de défendre ce qu'il ordonne ? Ils ont beau tergiverser sur les mots ; c'est aux choses , c'est à l'effet de leurs prétentions qu'il faut s'attacher.

On ne peut pas même attribuer leurs écarts à des vues de véritable patriotisme. Leurs plus grandes querelles ont toujours eu pour objet leur intérêt personnel , leurs prérogatives. Le malheur des Peuples ne les a jamais autant échauffés , que la moindre atteinte portée à leurs privilèges. Passez en revue tous les efforts qu'ils ont donnés à leur prétendu zèle dans tous les tems , vous y remarquerez toujours plus d'égoïsme que d'attachement à la cause publique.

Suivez-les dans les époques les plus récentes , vous retrouverez encore en eux le même esprit , les mêmes principes.

Dès que M. *Turgot* s'est déclaré le protecteur de cette classe de citoyens , qui est la plus nombreuse de l'Etat , qui contribue le plus à sa prospérité , par ses bras , ses tributs , & qui par cette raison a le plus de droit à l'appui du Gouvernement , aussitôt les Parlemens se sont déchainés contre lui , & ils n'ont cessé de s'agiter qu'après avoir consommé sa disgrâce.

Ils ont été sans contredit louables de faire connoître au Roi les désastres qu'auroient entraînés pour la Nation les inconvéniens dangereux de l'Edit du Timbre. Mais devoient-ils ranger dans la même classe celui de l'Impôt Territorial, qui étoit la plus juste & la plus sage des loix, que le génie fiscal eût encore imaginées ? Elle rétablissoit une répartition proportionnelle entre les contribuables, trop long-tems violée par l'intrigue. Les grands propriétaires, qui jusqu'alors n'avoient presque rien payé, auroient été cotisés au *prorata* de leurs possessions. Non-seulement la masse de l'impôt se seroit doublée ; mais les petits propriétaires, aujourd'hui excédés de vingtièmes, auroient éprouvé une diminution desirable.

Le seul motif que le Parlement de Paris ait articulé contre cette Loi, a été de dire, que le Noble se trouveroit comme chassé de son habitation, si elle devenoit sujette à être imposée.

Est-ce bien des Magistrats citoyens qui ont osé tenir ce langage ? Pourquoi donc les Nobles ne payeroient-ils pas pour leurs habitations, comme les roturiers ? Ils se font honneur d'être les premiers soutiens de l'Etat ; ils ont les premiers droits aux grâces, à la faveur du Prince ; les principales dignités, les postes les plus lucratifs, leur sont dévolus ; & ils refuseroient de contribuer aux

charges de la Patrie , (dont ils tirent tant d'avantages) pour leurs maisons , qui , toutes immenses qu'elles soient , à raison de leurs dépendances , n'auroient jamais pu être imposées au-delà du double de la maison la plus considérable de la Paroisse ! tandis que le roturier , qui ne tire aucun bénéfice du Gouvernement , & qui ne vit que du produit de ses sueurs , acquitte le même impôt sans se plaindre.

Graves dépositaires des Loix ! Vous qui devez peser, dans la balance de l'impartialité, les droits de chaque citoyen, comment avez-vous pu vous opposer à un Edit aussi bien vu, sur le seul prétexte d'y soustraire un ordre distingué , que la raison & le droit commun devoient y assujettir ? N'étoit-ce pas insulter cet ordre , en lui supposant ce vil intérêt , dont vous faisiez la base de vos remontrances ? Au lieu de le servir , ne le déshonoriez-vous pas aux yeux de la Nation & du Prince ?

Le blâme de votre assertion est retombé sur vous - mêmes. On a rendu justice à l'esprit généreux de la Noblesse , & on vous a soupçonnés de ne vous débattre que pour votre propre compte. Vous jouissez des prérogatives des Nobles, vous êtes la plupart des riches propriétaires ; mais comme vous êtes devenus redoutables par vos Charges , on ne vous fait payer de vingtièmes

8 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

que ce que vous voulez bien payer. Les Intendans vous craignent ; les Receveurs des vingtièmes n'oseroient lutter contre vous ; on vous ménage. Il est connu que , sans être francs , vous savez vous affranchir. C'est donc pour vous maintenir dans vos usurpations , que vous avez résisté à une nouvelle répartition , qui , réglée par les Assemblées Prvincipales , ne vous auroit pas plus épargnés que les autres. Les peuples que vous vous vantez de protéger , ont-ils à se louer de votre protection , dans une circonstance où , pour vous exempter d'un tribut légitime , vous leur en laissez seuls supporter le fardeau ? Vous ne songez point que ce que vous ne payez pas , il faut que le Roi le retrouve sur ses autres sujets.

Ce raffinement égoïste , qui vous dirige , n'éclate-t-il pas en toutes occasions ?

Vous avez vu d'un œil sec , pendant près d'un siècle , disparaître de la société des milliers de citoyens , sur des lettres-de-cachet , sans que vous ayez jamais fait aucune démarche pour les revendiquer. Plusieurs sont morts dans l'horreur de leurs chaînes. D'autres ont languï pendant un grand nombre d'années dans des prisons mal-saines , privés de toute communication au-dehors , & en proie dans leurs cachots à des besoins sans nombre.

Deux de vos Confreres sont enlevés : auf-

Je m'en rapporte à tout le Monde. 9

si-tôt vos cris retentissent par-tout. A vous croire, la France est abymée, parce que deux Magistrats sont exilés. Mais ces Magistrats jouissent au moins d'un air libre; leur ordinaire ne se ressent pas de la mesquinerie d'un Gouverneur avare. Ils sont maîtres de se promener dans l'enceinte de la ville ou du château où ils sont relégués. Ils peuvent s'y procurer les aïssances de la vie, des bibliothèques, la société des habitans: ils sont donc infiniment moins à plaindre que ces infortunés, que vous avez laissé traîner à la Bastille, ou dans d'autres prisons. Cependant, eux seuls ont réveillé votre zèle: pour l'exciter, il faut donc toujours qu'on vous fournisse des motifs personnels.

Quel a été le résultat de cette mémorable Séance royale, qui sembloit devoir faire l'époque d'une gloire nouvelle pour vous? D'autres en auroient profité pour gagner la confiance du Roi, afin de l'engager à revenir souvent parmi vous. Il ne s'agissoit que de tempérer un peu la chaleur de vos esprits, de montrer une franchise respectueuse, de la modération, & sur-tout de la raison. On ne doit jamais oublier les égards qu'on doit à son Maître.

Mais à peine êtes-vous honorés de sa présence, que vous vous abandonnez à des déclamations contre ses Ministres présens aux-

10 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

quels il donne sa confiance. En exhalant ainsi le venin de la haine ou de l'envie, n'étoit-ce pas manquer à Sa Majesté ? N'étoit-ce pas afficher de l'animosité dans des hommes, qui doivent toujours avoir le sang-froid de la prudence ?

Après avoir consumé dix heures entières à vous livrer à votre ressentiment ; le Roi voyant que tous ceux qu'il avoit entendus, opinoient pour l'enregistrement de l'Edit d'emprunt qu'il avoit apporté, le fait enregistrer. Mais comme il avoit négligé de recueillir quelques suffrages qui manquoient encore sur la totalité, vous en concluez aussitôt, que ce qui vient de se passer est nul, & vous avez la foiblesse d'en consigner la protestation dans vos registres.

Vous prétendiez donc que le Monarque devoit, en fait de législation, se mettre à votre unisson ? que l'opinion de plus ou moins d'un d'entre vous, devoit décider du sort de ses loix ? Dans ce cas, il ne seroit qu'un simulacre de législateur ; c'est vous qui seriez les législateurs effectifs.

Mais consultez vos propres archives, & voyez quel est celui qui a jusqu'à présent imposé la Loi ? Si c'est le Prince qui vous a forcés à l'obéissance, ou si c'est vous qui l'y avez réduit ? Si nos Rois ont été les maîtres pendant douze à treize siècles, vous fied-il de viser aujourd'hui à rétrécir leur puissance ?

Vous rappelez à tout propos notre constitution : mais qu'entendez-vous par ce mot ? Voulez vous désigner le passé , les usages , la possession ? Ce qui tient à nos mœurs , à notre régime ? Dans ce cas , attachez-vous à l'histoire qui vous retrace tous les événemens de la Monarchie depuis sa fondation. Vous y vérifieriez que les Français se sont toujours plu à être fideles & soumis à leurs Rois , que l'autorité souveraine de ceux-ci a toujours été indépendante & sans partage ; qu'elle a existé avant qu'il y eût des Parlemens , & qu'elle a quelquefois corrigé les Parlemens , quand ils se sont écartés de leur devoir. Vous pouvez donc citer ce qui vous arrive dans ce moment , non comme un renversement , mais bien comme une suite de notre constitution.

Au fond , quand on conteste , on est toujours réputé avoir un but , un intérêt quelconque ; mais je n'en découvre aucun dans votre minutieuse protestation contre la Séance royale. Tous les honnêtes-gens en ont gémi avec moi. On auroit dit que vous ne tendiez qu'à vous priver de la confiance que le Roi venoit de vous montrer ; qu'à le choquer , parce qu'il osoit se regarder au-dessus d'un Conseiller au Parlement ; qu'à faire naître dans l'esprit du public des impressions défavorables sur sa loyale démarche. Vous ne formiez aucune objection con-

tre son Edit: pourquoi donc incider sur la forme? Il y avoit de la petitesse de Palais dans votre débat; doit on recourir à ces misères avec un Souverain?

Le Roi ne cesse de prouver qu'il ne cherche qu'à se rapprocher de ses peuples. Déjà il avoit réuni des Notables, pour les consulter sur les moyens de réparer les plaies de l'Etat. Déjà il avoit établi des Assemblées Provinciales, pour répartir avec plus de justice les impôts entre les contribuables, & pour lui faire connoître toutes les possibilités d'améliorer le sort de ses sujets. Ces préliminaires avoient, dès leur principe, fait naître l'espérance qu'il ne tarderoit pas à convoquer la Nation en corps: il a fini par le promettre très-positivement. Il auroit peut-être devancé nos vœux; mais il a été arrêté dans les siens propres, pour un motif aussi rare qu'estimable dans un Prince.

Il fait que, toutes les fois que les Etats-Généraux ont été appelés, la fougue des esprits, leurs querelles sur le cérémonial ou la préséance, leur division d'opinions & d'intérêts, ont presque toujours rendu leurs assemblées inutiles. Au lieu de remédier aux abus, ou de diminuer les embarras, leur confusion ne servoit qu'à les augmenter.

Il veut prévenir cet inconvénient: il cherche à établir une balance égale entre les différens Ordres, à couper racine à toutes

ces prétentions d'étiquette, qui absorbent un tems précieux en frivolités, en nuisant au fonds des affaires.

Il est jaloux de se montrer aux Députés, non - seulement comme un bon Pere qui est bien - aise d'avoir leurs avis sur la direction de sa famille; mais comme un Prince, qui, sans cesse occupé du bonheur de ses sujets, peut déjà leur prouver les succès de ses soins paternels. Il a introduit la plus rigoureuse économie dans toutes les parties de l'administration; mais cette économie ne produira un effet sensible qu'avec le tems. Il espere que dans quatre ans il pourra en attester les avantages.

Alors les Etats voyant une partie de leurs desirs réalisée d'avance, prendront plus de confiance aux opérations ministérielles. N'ayant plus à se perdre dans un cahos d'incertitudes, trouvant au contraire un point fixe d'où ils pourront partir, leurs délibérations en deviendront moins bruyantes, plus utiles, plus propres à exciter leur zèle pour consolider le bien commun. Telle est la cause qui lui a fait différer encore quelque tems la convocation des Etats.

Les Parlemens semblent encore avoir aspiré à lui enlever le mérite de cette intention bienfaisante. Ils n'ont cessé de lui demander les Etats-Généraux, (1) comme si leur

(1) Depuis que ces réflexions sont sous presse, il a paru un Arrêt du Conseil, qui fixe la tenue des Etats-généraux au 1^{er} Mai prochain.

14 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

réunion étoit un objet contraire à ses vues. Ils ont cherché à s'approprier l'idée de rendre à la Nation ses anciens droits, comme si elle n'étoit pas due au Roi lui-même. Quand ils l'ont vu bien décidé à effectuer sa promesse, mais dans un délai déterminé seulement, ils l'ont pressé d'en accélérer l'époque; le réduisant ainsi à les refuser, pour avoir, ce semble, un prétexte de répandre des nuages sur sa remise, & de refroidir, pour lui, l'amour de ses sujets.

Le Roi a établi ces Assemblées Provinciales, qui attestent sa tendresse pour ses sujets. La Nation prouve combien elle en est reconnoissante, par les vœux unanimes qu'elle forme pour leur durée. Avant de donner la dernière main à leur constitution, il a voulu en faire l'essai, instruit par l'expérience que les meilleures institutions dégénèrent souvent en abus, faute d'avoir été assez méditées.

Cet établissement, reçu avec applaudissement de toutes les Provinces, a été enregistré, sans difficulté, par douze Parlemens. Celui de Bordeaux y a seul trouvé des motifs de s'ombrager. Avant de l'adopter pour son ressort, il veut en connoître le régime définitif, qui n'est pas encore arrêté.

Si le Roi avoit entendu lui donner, dès-à-présent, une existence consolidée, il eût été de la prudence des Magistrats de le supplier d'en faire auparavant l'épreuve; mais

le Parlement de Bordeaux prend tout le contre-pied ; il veut que le définitif précède le provisoire. N'est-ce pas là une pure envie de fronder l'autorité ?

Si la forme provisionnelle , donnée aux Assemblées provinciales , ne présente aucun inconvénient , pourquoi n'y pas souscrire ? Si leur régime final en laisse à craindre , n'aura-t-il pas alors tout le tems d'en faire observer les désavantages ?

Cependant , ses prétextes , si frivoles en eux-mêmes , lui ont fait défendre ces Assemblées dans son ressort , contre la loi formelle du Prince qui les convoquoit. Bientôt quelques autres Parlemens , qui les avoient d'abord approuvées , ont réuni leurs protestations aux siennes ; ainsi rien n'est stable dans leurs principes. Il y a lieu de croire qu'il y a encore dans cette inconséquence une teinte de personnalité. Ils appréhendent qu'une partie du pouvoir des Etats Provinciaux , ne se forme sur les débris du leur. Voilà ce qui a fait succéder leur ton récalcitrant à leur première docilité.

En attendant , les peuples flottent entre deux autorités , l'une impérative , l'autre prohibitive. A laquelle obéiront-ils ? Leur cœur penche pour celle qui les a toujours trouvés soumis. On tente d'obstruer leur raison par des sophismes captieux , pour leur faire révéler l'autre. Les novateurs n'ont fait dans tous les tems que du mal.

A tant de torts des Parlemens , peut-on s'empêcher de joindre l'indiscrétion qu'ils ont commise , en donnant de la publicité à leurs remontrances à ces arrêtés si multipliés , où , sous un entortillage illusoire , ils narguent l'autorité , en feignant de lui rendre hommage ? S'ils n'avoient voulu qu'éclairer le Roi , ils se feroient contentés de les lui adresser à lui-même ; mais ils n'ont pas plutôt pris un parti , qu'aussitôt leur résultat court les rues , manuscrit ou imprimé.

Peut-on supposer des vues droites & pacifiques à des Magistrats , qui affectent de répandre parmi leurs concitoyens , que les Loix ont perdu leur empire , parce qu'on veut tempérer la pétulance de leurs dépositaires ? Que la volonté arbitraire est devenue l'unique base du Gouvernement ? Que le despotisme menace également les propriétés & la liberté individuelle ?

Le bourgeois peu instruit , ou trop occupé , qui ne lit rien , règle ses craintes ou ses espérances sur ce qu'il entend. On l'alarme sur sa sûreté , & il tremble. On semble lui dire : Citoyen qui craignez d'être asservi sous le joug de la tyrannie , hâtez-vous de recourir aux armes , si vous voulez vous y soustraire. Il ajoute foi à des hommes , qui auparavant lui prêchoient la subordination ; il ne peut se persuader qu'ils l'induisent en erreur. Un esprit effrayé , à qui on ne laisse que

que des chaînes ou l'esclavage à entrevoir, ne réfléchit plus : il se croit en péril, il se roidit ; il voit qu'on se soulève, il fait comme les autres. Voilà le triste effet d'un zèle imprudent.

Mais, quel est ce Prince qu'on représente aux Peuples, comme prêt à les opprimer ? Quelle époque choisit-on pour répandre des nuages sur ses principes de justice ?

C'est le même Roi que ses détracteurs avoient surnommé le *juste* par acclamation. C'est le même qu'ils dépeignent, économe par goût ; zéléateur des bonnes mœurs, dont il donne l'exemple ; aimant les Sujets, & respectant les Loix.

Qu'a-t-il donc fait pour nous faire renoncer tout-à-coup à la confiance que nous avoient inspirée ses vertus ?

Il est, dit-on, entouré de Ministres, qui trahissent, qui vexent la Nation. Mais où est cette trahison ? En quoi consistent ces vexations ?

Est-ce dans l'intérêt affectueux que le Prince témoigne pour cette portion de ses Sujets, qui supporte la plus forte partie des charges de l'Etat, & dont il cherche aujourd'hui à bonifier le sort ? Est-ce dans une répartition plus exacte qu'il tente d'introduire pour les tributs, en rendant la masse commune entre tous ceux qui font contri-

buables de droit public , mais dont une partie avoit trouvé moyen de s'affranchir jusqu'à ce jour , par abus ? Cette inégalité , qui favorisoit l'homme puissant ou accrédité , aux dépens du foible , n'a - t - elle pas été citée depuis long-tems , comme un des plus grands vices de notre constitution ? La détruire , n'est-ce pas un bien ? Ceux qui critiquent sa destruction , se montrent-ils de bons citoyens ?

Est-ce dans la suppression des corvées ? Songe - t - on combien il étoit dur pour les malheureux Cultivateurs & Manœuvres , de s'arracher à leurs propres travaux , ou au repos dont ils avoient besoin dans leur intervalle , pour aller s'exténuer sur les chaussées , par une fatigue pénible , exposés à toutes les injures du tems , & sans la moindre rétribution ? Réfléchit-on , que par un système extravagant des Ingénieurs, les Communautés qui voyoient la route traverser leurs villages , au lieu d'être employées à la réparer à leurs portes , étoient toujours commandées pour aller travailler à deux , trois & quatre lieues ? A-t-on l'idée de tous les petits brigandages des Subdélégués , des Ingénieurs, des Conducteurs & Piqueurs, &c. &c. Aujourd'hui les Corvéables bénissent le Législateur bienfaisant , qui les a débarrassés de routes ces tyrannies. Ils payent ; mais ce qui leur en coûte , est infiniment au-

deffous du tort que leur occasionnoit leur déplacement. Les affranchis, les riches, les villes dont les trois quarts & demi des Habitans étoient exempts, concourent à ce tribut avec eux. Ils y gagnent donc beaucoup, indépendamment des peines qu'ils ont de moins.

Est-ce dans le sacrifice, que vient de faire notre Roi, d'une partie du faste de sa Cour ? dans les bornes qu'il impose lui-même à sa générosité ? A-t-il eu d'autres vues, que celles d'alléger le poids des impôts à ses Peuples ?

Est-ce dans les réformes en tous genres dont il s'occupe ? Ne les étend-il pas sur tous les chaînons de l'administration publique ? Par-tout où il apperçoit des abus, il les corrige : par-tout il mitige la dépense : il proportionne au travail un salaire qui n'étoit ci-devant réglé que sur la faveur : il supprime tout ce qui ne tenoit qu'au luxe & à la prodigalité, laissant subsister tout ce qui est utile. Des Administrateurs, qui voyant un Etat obéré, s'efforcent de le relever sans secousse, en ramenant l'ordre dans toutes les parties, en bannissant les dissipations, en simplifiant les objets de dépense, peuvent-ils être qualifiés des traîtres ? Un Prince qui voit que leurs opérations tendent au soulagement public, doit-il être blâmé de leur donner sa confiance ?

26 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

Est-ce dans la liberté de conscience & dans l'état civil, que le Roi a rendu à un million de ses sujets, qui en étoient privés depuis un siècle ?

Est-ce dans la correspondance qu'il cherche à établir entre lui & ses peuples ? Il les met à même de lui faire parvenir leurs doléances & leurs vœux par le canal des Assemblées Provinciales : il leur promet de convoquer les Etats - Généraux, toutes les fois que les circonstances l'exigeront : il proteste de ne lever aucun impôt sans le consentement de ces Etats ; il déclare que pour en demander, il prendra toujours pour règle la mesure des besoins, & qu'il n'en veut, ni d'arbitraires, ni d'indéfinis. Nous avons eu de très-bons Rois, des Ministres vertueux ; y en a-t-il eu qui se soient jamais expliqués avec plus de loyauté, & qui trouvant leur puissance établie sur une soumission, pour ainsi dire, passive de leurs sujets, aient renoncé, de leur propre mouvement, à une partie de cette puissance absolue, pour rendre à la Nation des droits qu'elle sembloit avoir abandonnés, puisqu'elle ne les réclamoit pas ?

Est ce dans les comptes qu'on présente tous les ans des fonds publics, ou dans les conseils dont le Roi s'entourne de tous côtés ? Quand on ne veut qu'être impérieux, on ne pense pas à se rendre comptable à des sujets

dont ont se croit en droit de tout exiger. Celui qui met sa conduite en évidence, prétend à la reconnoissance ou à l'approbation de ceux qu'il instruit; mais pour y réussir, il faut donc qu'il projette de ne rien faire que pour leur avantage. Or, un Prince qui multiplie ses conseils, qui en fait un frein à ses Ministres, prouve qu'il ne veut rien que de juste; qu'il n'entend pas qu'on abuse de son nom pour commettre des abus.

Cominent, sous un Souverain qui annonce des vues aussi paternelles, peut-on concevoir, & sur-tout semer la défiance? Tel est cependant notre Roi; il se peint lui-même dans ses actions & dans ses promesses; & c'est lui que les Parlemens n'ont cessé, depuis un an, de fatiguer par leurs quere'les. Que pouvoient-ils desirer de lui, qu'il n'eût prémédité ou exécuté d'avance?

Ils ont voulu enchaîner son autorité; qu'en est-il arrivé? On les a soupçonnés de chercher à se former un parti, pour se rendre eux-mêmes plus puissans. Leur imprudence avoit une teinte de sédition, que leurs écrits ne pouvoient que fomenter. Ils devoient s'attendre qu'à force de heurter la Royauté, elle s'impacienteroit; c'est l'effet ordinaire de l'inconfidération, de se laisser prendre dans ses propres pièges.

Attaqués aujourd'hui dans leur consistance, les Parlemens osent encore compter sur eux-

22 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

mêmes ; ils prétendent maîtriser le pouvoir qui change leur constitution.

Comme on n'a voulu que tarir la source des maux qu'ils pouvoient occasionner, & non les anéantir, on s'est borné à diminuer leurs fonctions & leur ressort ; ce qui entraînoit la suppression d'une partie de leurs membres.

Les jeunes Magistrats, menacés de perdre une existence qui faisoit leur gloire, & prévenus du coup qui devoit les frapper, ont essayé de le parer.

Ils ont senti que la Nation pourroit fort bien ne pas attacher d'importance à leur perte, en voyant qu'on lui conservoit les plus anciens de ses Magistrats, qui continueroient toujours de composer, sous le nom de Parlemens, ces augustes Compagnies, dont les services utiles ont mérité sa gratitude & son respect. Ils ont prévu qu'ils ne pourroient se maintenir en places, si la nouv. formation, qui devoit entraîner leur chute, étoit acceptée par leurs anciens Confrères : en conséquence, ils ont imaginé de les lier à leur sort par serment. Ils les ont fait jurer de ne pas se désunir d'avec eux, & de rejeter toutes loix qui pourroient altérer leur ancienne constitution.

Ce serment, arraché par surprise, a produit son effet, & n'est pas la moins blâmable des fautes des Parlemens. Ceux qui sont maintenus dans leurs fonctions, refusent de les reprendre, si on ne les leur fait partager avec

tous leurs confreres. Leur résistance générale fait qu'il n'y a plus de tribunal supérieur en activité. Les sièges inférieurs, plutôt par crainte des revenans, que par inclination, se sont joints à la ligue, & refusent de même de se soumettre aux nouvelles loix. La justice est interrompue presque par-tout. Comme elle est un besoin de première nécessité pour tout pays, où, avec une grande population, il règne un commerce très-étendu, on se flatte que sa cessation forcera le Prince de rendre à la Magistrature son ancienne constitution.

Tout en se soutenant ainsi par eux-mêmes, ils ne négligent pas les moyens sourds d'exciter les esprits en leur faveur. Leurs partisans ont soin de publier par-tout, que le sort qu'ils éprouvent, avertit tous les corps, tous les ordres du royaume, de ce qu'ils doivent attendre à leur tour de la tyrannie, qui ne ménage pas même les Peres du Peuple.

Déjà la séduction est opérée; la fermentation éclate par-tout où dominent les Parlementaires; la Noblesse, ce corps distingué, destiné spécialement à servir de rempart à la puissance royale, oublie dans quelques Provinces ce qu'elle doit au Prince dont elle tient son lustre, pour se déclarer en faveur de la robe qu'elle n'a jamais aimée.

Le Peuple qui doit recueillir le principal fruit des changemens opérés; ce Peuple aveugle sur ses vrais intérêts, est entraîné par les

24 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

calomnies dont il est obsédé. Il se mutine dans quelques villes. Il est, comme il a toujours été, le jouet des passions d'autrui, séditionnaire sans principe, & s'armant sans savoir pourquoi.

Tels sont les préliminaires de l'effervescence que les Parlemens ont fait naître. Les uns couvrent du voile de la résignation, les soulèvemens qu'ils fomentent en secret. Les autres, dans leur chaleur, affichent ouvertement la révolte en bravant toutes les défenses du Trône, & attisent eux mêmes le feu qu'ils devroient éteindre. Ces égaremens diminuent beaucoup de l'estime qu'avoit pour eux la partie de la Nation, qui les contemple de sang-froid, & qui ne règle pas ses jugemens sur l'intérêt ou l'animosité.

Toris du Public.

Français, quand ferez-vous d'accord avec vous mêmes? Depuis des siècles vous plaignez le sort de l'infortuné qu'on réduit à abandonner ses foyers, sa famille, ses affaires, pour venir de cent ou cent cinquante lieues, solliciter son jugement, ou instruire ses Avocats & Procureurs.

Il y a long-tems que vous vous récriez contre l'énormité des dépens que les Plaideurs supportent aux Parlemens.

Des exemples journaliers vous attestent, que le Magistrat le plus équitable n'est pas à

l'abri de l'erreur. Plusieurs innocens justifiés après leurs supplices ; d'autres, d'abord condamnés, & déchargés ensuite par la révision de leurs procès, vous prouvent le danger d'une trop prompte exécution.

Il n'y a personne qui ne trouve absurde de voir un Plaideur astreint à parcourir à grands frais trois ou quatre degrés de Jurisdiction, avant de parvenir à une décision fixe de son sort.

Combien y a-t-il de tems qu'on rit sous cape, à la vue de ces jeunes Magistrats, qui n'ayant encore que du duvet au menton, courent en chenille au Palais après avoir passé la nuit dans les plaisirs, y braver le Trône, régenter les Ministres, & s'ériger en réformateurs de la Nation, lorsqu'ils sont à peine capables de se conduire eux-mêmes ?

Aujourd'hui qu'on rapproche le justiciable de son Juge ; qu'on lui diminue les frais, l'ennui de l'attente, les degrés de jurisdiction ; qu'on supprime les Magistrats, dont la jeunesse répandoit la défiance sur leurs décisions ; qu'enfin on suspend l'exécution des condamnés ; suspension humaine, qui leur donnera le tems de faire connoître l'injustice de leur condamnation : tous ces bienfaits n'excitent que vos clameurs ! Ce que vous desiriez, comme fort avantageux, vous le trouvez nuisible ! Vous attribuez au despotisme, des loix accordées aux vœux de tous les honnêtes-gens !

Si le Roi vous avoit appellés tous, pour vous consulter sur les réformes nécessaires dans l'administration de la justice, il n'y en a pas un seul d'entre vous, qui n'eût opiné pour ce qu'il vient de faire; & vous le blâmez! Mais examinons de bonne-foi, ce qui peut vous donner de l'humeur.

Je ne parle pas ici aux individus personnellement intéressés dans les suppressions. Je gémis sur ceux qui perdent. Il n'est pas surprenant que, dans leur infortune, ils considèrent moins l'intérêt public que le leur propre. S'ils sont injustes, ce n'est que parce qu'ils sont à plaindre.

Mais je m'adresse à ceux d'entre vous, qui, étrangers à la robe, ne partagez la révolution actuelle que relativement au besoin, que nous avons tous, de trouver le sanctuaire de la Justice ouvert à la réclamation de nos droits.

Or, loin de nous priver de cette ressource, on nous multiplie les tribunaux, on nous en facilite l'accès, on nous abrège les longueurs & les dépenses. Puisque la novation est entièrement à votre avantage, sur quoi donc avez-vous à vous récrier?

Les Magistrats supprimés vous font pitié, je le vois; c'est leur malheur qui vous attendrit; mais soyons justes.

Certainement un Magistrat qui n'auroit embrassé son état que dans la vue de s'enrichir par le produit des épices, ne seroit

pas à regretter. Ce seroit une ame vénale, digne de mépris. Le vrai Magistrat se pique de désintéressement. En aspirant à monter sur les Fleurs-de-Lys, il n'a d'autre objet que celui de concourir à faire respecter les Loix, d'être un citoyen utile, d'acquérir la considération honorable que procure la véritable vertu. L'avarice, la cupidité, sont loin de ses vues.

Ce Magistrat peut regretter sans doute de voir désormais ses bonnes intentions inutiles, puisqu'on le remercie de ses services. Mais il n'est point malheureux : en le supprimant, on lui rembourse sa finance. Le Roi, dans ses principes d'équité, lui conserve les prérogatives publiques de sa Charge ; lui laisse même la perspective de remplacer ses Confrères mourans : il est à l'abri du besoin, puisqu'il est riche : il n'y a donc aucune larme à verser sur son sort.

L'amour de son état lui tient-il bien à cœur ? Qui l'empêche de se satisfaire ? Il n'a qu'à prendre place dans un grand Bailliage, en attendant que son tour arrive de rentrer au Parlement, dont il est démembré. Ces Bailliages ayant une fois pris vigueur, deviendront des compagnies respectables : tout ce qui caractérise l'essence d'un corps imposant, leur sera propre. Le grand nombre d'affaires, un ressort étendu, l'attribution au Souverain, les honneurs dont

ils jouiront, ne pourront que flatter l'homme estimable, qui ambitionne de bien mériter de ses concitoyens.

Ainsi dans la haute Magistrature personne ne souffrira.

La Magistrature du second rang, bien loin de perdre à la nouvelle formation, y gagne. Tous les Bailliages sont érigés en Présidiaux. On augmente leur pouvoir, qu'on n'aceroit jamais, sans leur donner un degré de vénération de plus aux yeux du public. Les Présidiaux, qui sont convertis en grands Bailliages, trouveront sur-tout des avantages précieux dans cette conversion, puisqu'ils jouiront à l'avenir du lustre des Cours souveraines.

Dans cette révolution désirée depuis si long-tems, les Juges seigneuriaux seuls semblent décheoir de leur ancienne consistance, par l'option que les nouvelles Loix laissent aux plaideurs de les passer, pour s'adresser directement aux Bailliages Royaux; mais le public bénéficiera de leur perte.

Personne n'a été jusqu'à présent sans remarquer combien les Justices seigneuriales ont toujours présenté d'abus. Les Seigneurs ne confient jamais l'administration de la justice dans leurs terres, qu'à des hommes qui leur sont aveuglément dévoués; ou sur des recommandations, qu'à des sujets, dont ils ne connoissent personnellement, ni les talens,

ni la probité. Presque toujours ils chargent aussi ces Officiers de leurs affaires ; en sorte, qu'en cette double qualité, ils se trouvent très-souvent Juges & Parties de leurs justiciables.

Un autre inconvénient de ces Justices résulte, de ce que les Juges, pour ménager les dépenses à leurs Seigneurs, & pour s'épargner à eux-mêmes des corvées, laissent impunément commettre toute sorte de crimes. D'où il suit que dans les campagnes on ne jouit pas de la sûreté qu'on devroit y trouver. Les mœurs, le bon ordre, la tranquillité publique, y sont violés impunément. Si les Juges se mêlent de la police, ce n'est que pour la partie dont ils retirent des émolumens, ou pour exercer leur despotisme sur quelques particuliers qui n'ont pas le courage de s'en plaindre.

La prévention accordée aux grands-Bailliages & aux Présidiaux, sur les Justices des Seigneurs, est donc un droit qui ne peut qu'avoir une influence très-favorable sur l'ordre public.

Du reste, les Officiers Seigneuriaux ne sont privés d'aucun de leurs droits utiles. On leur réserve, à l'exclusion des Grands Bailliages & des Présidiaux, les appositions de Scellés, la Police, les Actes de Tutelle, les Inventaires.

Il ne tiendra même qu'à eux de se maintenir dans l'exercice de la Justice criminelle & contentieuse ; l'une ne leur étant ôtée, que quand , par leur négligence , ils se laisseront prévenir par les Juges Royaux ; l'autre étant laissée au choix des plaideurs. Qu'ils se piquent d'exactitude ; qu'ils inspirent la confiance par leur intégrité ; les Justiciables ne seront sans doute pas jaloux d'éluder leur Jurisdiction. Il y a mille gens , qui n'entament des procès , que pour voir si on leur donnera droit ou tort. Quand un Juge éclairé a prononcé , on craint d'appeller de sa décision , parce que , d'après sa réputation , on présume qu'elle sera suivie par-tout. Le vrai moyen de s'attacher les Justiciables , c'est d'être *juste*. Le mauvais Juge , l'homme vénal & décrié , verra donc seul diminuer la confiance publique & ses profits.

Je vois d'autres personnages dont la fortune souffrira davantage de la nouvelle formation. Leurs noms n'inspireront peut-être pas la commisération à tout le monde , parce que la plupart n'ont eux-mêmes jamais témoigné de pitié pour personne. On ne parvient à exciter leur zèle , qu'à prix d'argent. L'intérêt seul est leur boussole , & cet intérêt est , dans plusieurs , vil & ruineux. On pressent que j'entends parler des Greffiers , des Procureurs & des Huissiers.

Une inaction presque continue depuis

environ dix-huit mois, leur a déjà fait beaucoup de tort. La suppression dont ils sont menacés à la suite de cette première perte, ne peut que mettre le comble à leur infortune. Ils n'ont pas, comme les Magistrats, des patrimoines opulens, qui les mettent à l'abri de la misère. Leur existence n'étoit fondée que sur leur industrie. La plupart n'ont acheté leurs Charges, qu'à crédit. On leur remboursera bien leur finance; mais cette finance retournera à leurs créanciers, & il ne leur restera rien. Voilà donc des hommes vraiment malheureux: on oublie leurs torts, pour se livrer à la sensibilité que leur position actuelle inspire.

Il est une autre classe de Citoyens plus révéérée du Public, qui n'intéresse pas moins sur son sort. C'est l'ordre de Avocats. Ces hommes estimables sont utiles à tous égards. Ils répandent leurs lumières dans le Sanctuaire de la Justice. C'est à force d'entendre leurs savantes discussions, que le Magistrat se pénètre des grands principes de la Jurisprudence. C'est par eux que les Parlemens sont parvenus à ce haut degré de réputation dont ils jouissent. Les Arrêts des uns n'ont acquis tant de célébrité, que parce qu'ils ont été précédés des doctes plaidoyers des autres. Les Avocats sont les flambeaux des Familles & de la Nation entière. Le droit public & particulier semble

leur avoir été confié en dépôt ; l'homme d'E-
tat recourt à leurs conseils , comme l'hom-
me privé : nécessaires à tout le monde , tout
le monde les honore.

On pense bien que je ne prétends pas
confondre avec ces Jurisconsultes utilement
occupés , tous ces *Auocats sans cause*, qui,
parce qu'ils ont acheté à l'Université, des
Lettres de Licence , qui les autorisent à por-
ter l'épaumide avec la robe de Palais , usur-
pent impudemment dans la Société une qua-
lité que leur ignorance avilit.

Je n'ai pas encore pu comprendre com-
ment on permet à ces êtres imbéciles ou
fats , souvent même reprochables dans leur
conduite , d'oser se réclamer d'un Ordre
qui ne tient sa considération que de ses ser-
vices effectifs. L'homme oisif ou inepte ,
semble devoir en être exclu de droit. L'on
sent que la tolérance contraire , peut entraî-
ner beaucoup d'inconvénients.

Je n'entends pas dire non-plus , que tous
les individus de l'Ordre aient des droits
égaux à l'estime publique. Il en est de ce
Corps , comme de tous les autres. Il y a du
choix & une grande distinction à faire en-
tre ses membres. Mais en général les Avo-
cats en exercice sont respectés , parce que
leurs principes sont purs. Leur discipline ne
souffre aucune bassesse. Celui de leurs Con-
frères qui se livre à des manœuvres , ou
à

à quelque foiblesse indigne d'un homme délicat, est rayé du Tableau, dès qu'on l'en soupçonne.

Les Avocats prétendent qu'on ne peut pas les forcer de parler. A cette prétention, on croiroit que leur existence est bien indépendante de leur travail ; mais il ne faut pas s'y tromper : les faits démentent presque toujours dans l'homme les raisonnemens.

Si on ne peut pas faire parler les Avocats malgré eux, on peut les faire taire. C'est un triste contraste dans ce qu'ils qualifient la liberté de leur état. Mais on ne les réduit jamais au silence, sans tarir pour eux toutes les sources de la vie. Ils font profession de désintéressement, comme les Moines, en possédant d'immenses revenus, font profession de pauvreté. Ils ne poursuivent pas leurs Cliens pour leurs honoraires, comme le Procureur fait pour ses frais. Ils prêtent souvent leur ministère à des infortunés, qui n'ont pas le moyen de payer. Mais en gros ils ne travaillent par gratuitement. Ils vivent du produit de leurs cabinets. Ils trouvent le dédommagement de leurs travaux dans la générosité des Plaidiers riches, qui sentent que le vrai moyen d'exciter le zèle, c'est de l'encourager par la récompense.

Nécessairement ils se ressentiront donc de

la révolution opérée dans la haute Magistrature, car c'est principalement aux Parlemens que le plus grand nombre est attaché. Le ressort de ceux ci étant diminué, l'occupation des Avocats diminuera dans la même proportion. Ce sont donc de nouveaux malheureux à joindre à ceux que j'ai déjà désignés.

Cependant, il ne faut pas croire que l'infortune accablera universellement tous les Avocats, Procureurs, & autres suppôts des Parlemens. Plusieurs conservent la vogue de leurs Cabinets ou leurs Charges. D'autres trouveront de l'emploi dans les Grands-Bailliages. Dans l'indécision où sont les affaires, on ne peut encore prévoir combien il en restera parmi eux sans ressource. Mais ils ne doivent pas craindre l'indigence. Le Gouvernement, la Nation elle-même, pourvoiront sans doute à leur sort.

Tel est le tableau des effets nécessaires qu'opéreront les nouvelles Loix. J'ai prouvé que la haute Magistrature, généralement opulente, ne perdra que du côté de l'amour-propre; que celle du second rang y trouve ses avantages. Il ne restera donc qu'un nombre modéré de victimes réellement souffrantes.

Mais il ne se fait jamais de changement considérable, sans qu'il y ait des particuliers qui s'en ressentent. Le Roi a fait des

suppressions dans sa Maison , on y a applaudi : on n'a considéré que le bénéfice qui en résulteroit pour le bien public , sans s'occuper , que foiblement , des supprimés qui ont perdu leur bien avec leur état. On a fait , dans toutes les branches du régime public , des réformes qui n'ont pas fait plus de sensation. Il en a été de même , toutes les fois qu'on a introduit des novations dans la discipline militaire , ou dans l'administration des finances.

Pourquoi les Parlementaires intéressent-ils plus aujourd'hui que tous les autres états ? Serait-ce parce qu'ils élèvent leurs voix plus haut , & qu'ils sont moins résignés que les autres citoyens à se dévouer au bien commun ? Ce n'est certainement pas là un titre pour exciter l'attendrissement en leur faveur.

Ce qu'on a à peser , c'est si les nouvelles Loix sont avantageuses au public , ou non. L'affirmative est adoptée par tous ceux qui les examinent de sang-froid & sans passion. Il n'y a aucun citoyen , ayant quelque chose à perdre , qui puisse dire , *Je ne plaiderai pas*. Avec le caractère le plus pacifique , on peut être entraîné au-delà de ses vues , par des circonstances imprévues. Or , une justice plus prompte , moins coûteuse , plus rapprochée du Plaideur , est certainement un bienfait pour tout le monde. Il y a dans le nouveau Code vingt autres dispositions qui ont toutes pour objets la sûreté & le bonheur communs.

36 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

Quand vingt-quatre millions de citoyens y bénéficient, sacrifiera-t-on leur avantage à trois ou quatre mille individus qu'elles gênent ? Cela ne seroit ni politique, ni raisonnable.

La tranquillité publique, l'intérêt de la Nation, la gloire du Souverain, étant liés à un événement, il faut lui laisser son cours. Que les ames sensibles votent des secours pour ceux qu'elles voient partir, qu'elles réclament pour eux la bienfaisance du Prince ; cette démarche attestera la bonté des cœurs Français. Le Monarque qui, dans les différentes calamités qui ont affligé le Royaume sous son règne, n'a cessé de tendre une main secourable à ses sujets, ne refusera certainement pas de déployer encore son cœur généreux.

De la Cour Plénière.

LES esprits les plus échauffés reconnoissent qu'il n'y a rien de plausible à objecter, ni contre l'Ordonnance sur l'administration de la justice, ni contre les Édits de suppression d'Offices aux Parlemens & aux Tribunaux d'exception, ni enfin contre la Déclaration relative à l'Ordonnance criminelle. Aussi se bornent-ils à s'attacher à l'Edit qui rétablit la Cour Plénière. C'est de cette loi qu'ils partent pour crier au despotisme, pour menacer la Nation du joug de la tyrannie, & pour conclure que tout le reste est émané du même principe d'oppression.

Ne voyez-vous pas, disent-ils qu'on n'a imaginé une Cour Plénière, que pour mettre les déprédateurs des finances à leur aise ? On s'est défait des Parlemens, parce qu'il étoit trop difficile de leur faire entendre raison sur les brigandages ministériels. Les impôts vont se cumuler arbitrairement. Les Provinces ne doivent plus compter sur leurs privilèges ; Hé, qui les défendrait ! Sera-ce les Courtisans qui composeront la Cour Plénière ? On sçait qu'ils sont dans la dépendance du Roi par les places qu'ils occupent. Oser se roidir contre ses volontés, contre ses Ministres, ce seroit risquer de perdre la faveur dont ils jouissent, avec leur honneur. Quand ils voudroient même défendre les Peuples ; comment le feroient-ils ? Ils ne sont pas instruits ; ils ne connoissent ni les droits particuliers des Provinces, ni leurs facultés locales. Il est donc certain que l'établissement d'une Cour Plénière sur les débris des Parlemens, détruit la dernière digue, qui pouvoit encore un peu contenir le pouvoir arbitraire.

Ces objections parsemées dans tous les Ecrits des Parlemens, & répandues avec adresse par leurs partisans, ont allarmé ceux qui se laissent subjuguier par le préjugé, sans rien approfondir par eux-mêmes.

Mais quoi ! la robe d'écarlate auroit-elle donc seule le mérite d'inspirer le patriotisme ? Ne peut-on être vertueux, éclairé, sans avoir

financé soixante ou quatre-vingts mille livres ? N'est-ce qu'au Palais que règnent le défintéressement, la franchise, la vérité ?

Ne donnons point, mes Compatriotes, dans cet excès emphatique de prévention. Ne cherchons pas à nous avilir, en dégradant l'élite de la Nation ; rendons plus de justice aux personnages respectables qui sont à la tête des premiers Ordres de l'État.

Le Français, naturellement léger dans la société, courtisan à la Cour, ambitieux quand il s'agit de son avancement, n'est plus le même en affaires, toutes les fois que l'honneur lui prescrit des devoirs.

Nos Militaires élevés dans la mollesse, s'endormant pendant la paix dans le sein de l'amour, énervés par les plaisirs, semblent incapables de résister à la fatigue. Cependant voyez-les dans un siège, dans une bataille, dans des marches longues & pénibles ; ils bravent tout ; ils affrontent la mort avec la même impétuosité, qui les fait voler à leurs rendez-vous amoureux. Leur courage ne connoît ni crainte ni obstacle. L'honneur fut dans tous les siècles notre premier guide.

Les Grands, les Dignitaires, les Hommes distingués de tous rangs, qui sont appelés à la Cour Plénière, voyant qu'on leur confie le dépôt public, pourront-ils donc être soupçonnés de n'accepter ce dépôt honorable, que pour trahir basement les Peuples ?

Les Princes , les Ducs & Pairs , qui tiennent par tant de liens à la puissance souveraine, n'ont-ils pas oublié toutes ces liens, tous les fois qu'ils se sont trouvés dans le cas de discuter les inêtrés publics ? S'ils sont respectueux avec le Monarque, s'ils cherchent à lui plaire quand ils lui font la cour, vous les retrouvez au Parlement, graves, libres dans leurs sentimens, pesant, dans une balance impartiale, la gloire & les volontés de ce même Monarque, avec les droits ou les besoins de ses sujets. La Nation ne vient-elle pas tout récemment encore d'applaudir au zèle pour ses intérêts, qu'ils ont fait briller dans les Assemblées des derniers tems ? Pourquoi n'espéreroit-on pas les mêmes efforts de leur part dans une Cour Plénière ?

Ils jouissent des bienfaits de la Cour ; mais bien des Magistrats en étoient pensionnés comme eux ; plusieurs lui devoient la fortune de leurs enfans, & étoient dans le cas d'en solliciter sans cesse des faveurs ; en ont-ils montré moins d'ardeur, moins d'intégrité dans les circonstances publiques ? Pourquoi donc redouter dans les uns, ce qui n'a jamais été un objet d'inquiétude dans les autres ?

Quels que soient les chaînons qui attachent les Grands à l'autorité, l'expérience atteste qu'ils ne sont pas des raisons pour eux de se détacher de la cause publique. Cette cause est la leur, comme celle de tous les Ci-

royens. Ils ont , les uns leurs vassaux , les autres leurs ouailles à soutenir.

Chaque ordre dans la société a , sans contredit , les abus & ses petitesse. Mais appelez-les en corps au secours de la Nation : tous se feront un devoir de répondre à la mission dont on les honore.

Ceux qui accordent une confiance de préférence aux Magistrats , trouveront encore des motifs de se rassurer dans la formation de la Cour Plénière. Elle est composée de la Grand'Chambre du Parlement de Paris , des Gens du Roi , de quatre Maîtres des Requêtes , d'un Député de chacun des autres Parlemens , de deux Membres de la Chambre des Comptes , & de deux de la Cour des Aides ; ce qui fait en tout quatre-vingts , non compris le Ministère public. Leur nombre l'emporte donc sur celui de nos Robins.

Les Provinces semblent craindre que leurs privilèges périclitent , n'étant plus confiés qu'à une Cour qui ne les connoitra pas tous.

Mais le Parlement de Paris avoit dans son district une multitude de Provinces divisées entre elles , pour leurs usages , leurs droits & leur régime. Cependant ces Provinces ne se sont jamais plaintes , de n'avoir qu'un seul Parlement pour les défendre.

Le Parlement de Paris , outre le dépôt des intérêts publics , avoit celui de la justice con-

tentieuse, qui exigeoit de lui des connoissances très compliquées.

La Cour Plénière, qui n'aura aucune Jurisdiction civile, ni criminelle, que pour les seuls cas de forfaiture des Magistrats, aura une étude bien moins pénible à faire. Il lui suffira d'être instruite des traités ou capitulations de chaque Province. Cette instruction lui deviendra d'autant plus facile, que l'histoire, les recherches de nos savans, les réclamations mêmes des Provinces, ayant rendu publics tous ces traités, il est peu d'hommes en place qui les ignorent.

Au surplus, la prévoyance même du Législateur a pourvu à ce que les privilèges des Provinces ne fussent jamais compromis, en incorporant à la Cour Plénière un Député de chaque Parlement, précisément pour y représenter ces privilèges. De plus, il réserve à tous les Parlemens le droit d'arrêter des Remontrances sur les inconvéniens locaux des Loix, après qu'ils auront fait l'enregistrement.

Les Provinces, au lieu de voir leurs intérêts en risque par les nouvelles Loix, ont donc acquis un surcroît de défenseurs. Ci-devant leur sort dépendoit uniquement de leurs Parlemens; aujourd'hui il est confié 1^o à un Député; 2^o à la Cour Plénière; 3^o aux Parlemens. N'est-ce pas donner lieu à un concours d'émulation en leur faveur? Ajoutez-y encore, que

le Roi promet de convoquer souvent les Etats-Généraux , & que dès - à - présent les Assemblées Provinciales , qui n'existoient pas jadis , deviendront pour leurs compatriotes une ressource très - utile , au moyen de la correspondance perpétuelle qu'elles entretiendront avec le Gouvernement.

Non - seulement le Roi laisse à la Cour Plénière le pouvoir de lui faire des remontrances ; mais il veut qu'à l'avenir quatre des Commissaires , qui auront coopéré à leur rédaction , soient appelés en son Conseil , pour assister à la lecture qui lui en sera faite , & les discuter même en sa présence.

Un Roi , qui prend tant de précautions pour s'assurer des avantages ou des inconvéniens de ses Loix , annonce - t - il des projets de despotisme ? Est - il fait pour inspirer de la défiance ?

Les Parlemens s'offusquent de ce qu'on les assujettit à faire passer leurs représentations à la Cour Plénière. J'avoue que leur vanité doit en souffrir ; mais la vanité devroit - elle entrer dans les cœurs des Magistrats ? Qu'ils se rappellent que le droit qu'on leur ôte , ils ne l'ont pas toujours eu. Qu'ils daignent réfléchir que la Cour , à laquelle on accorde la prééminence sur eux , est formée des Membres des premiers Ordres de l'Etat , distingués par leur naissance ou leurs rangs , & d'un mérite présumable

par les places importantes qu'ils occupent dans l'Etat. Sa composition est donc aussi respectable qu'imposante. Il y a bien de l'amour-propre de leur part, à se croire humiliés de lui céder le pas.

Que leur importe que leurs remontrances parviennent au Roi de leurs propres mains, ou par le canal de cette Cour, pourvu qu'elles soient écoutées? La Cour Plénière reste, à la vérité, maîtresse de retenir ces remontrances, ou de les passer au Roi. Mais doit-on supposer que, si elles ont un fondement légitime, elle les supprime? Si au contraire elles n'ont qu'un but frivole & purement tracassier, elle sera louable d'épargner à leurs auteurs le mécontentement, qu'elles pourroient leur attirer de la part du Souverain.

La conduite discordante des Parlemens, semble avoir rendu nécessaire une Cour unique, pour la vérification & l'enregistrement des Loix. Au milieu de leurs principes d'union & de confraternité, il régnoit une contradiction trop choquante dans leur conduite. Il étoit absurde de voir refuser par une Compagnie (comme il est arrivé pour les Assemblées Provinciales), ce que douze autres avoient admis. Cet exemple s'est reproduit en cent autres occasions. On n'a cessé de voir un schisme de doctrine en eux. Les peuples, balottés par la variation de leurs sophismes, n'avoient plus que des idées obscur-

cies, sur ce qu'ils doivent au Roi & à la Patrie. Le Souverain avoit à craindre de perdre le cœur de ses Sujets, en voyant ses intentions toujours différemment interprétées, & ses Loix alternativement rejetées ou consenties, suivant les caprices de ses Cours.

Il étoit donc sage d'établir un point d'unité, pour mettre l'honneur & la tranquillité du Trône à l'abri de ce flux éternel de tergiversation. Une seule Cour de vérification, attachée à des principes uniformes, ne pourra qu'être utile & agréable à la Nation. Ses représentations dictées par un zèle patriotique, & dégagées de l'empreinte de morgue, qui a trop souvent obscurci celles des Parlemens, produiront plus d'efficacité. Le Roi & les Administrateurs, éclairés respectueusement, n'ayant plus, ni humeur à prendre, ni humeur à réprimer, céderont à la persuasion. Ils ne craindront plus d'avilir la majesté du Sceptre, en se rendant aux vœux d'une Compagnie modérée, qui ne tirera pas avantage de la déférence de son Maître, pour augmenter ses tracasseries.

*Je ferois ce que je prêche, si j'étois
Magistrat.*

LES Parlemens ne peuvent se déguiser qu'ils ont outré leur zèle. Ils ont commis des fau-

res; ils ont fait des imprudences; plusieurs continuent d'aggraver encore le passé par leur conduite actuelle.

L'honnête-homme frémit en voyant des Magistrats, destinés à entretenir la paix, sonnant dans le cœur du Royaume le tocsin de la sédition, & encourageant, par leur exemple, les peuples à la révolte.

Le Parlement de Paris a fait une école, en prenant sous sa sauve-garde deux de ses Membres, qui, étant dans les liens d'une Lettre-de-Cachet, s'étoient imprudemment réfugiés dans son sein pour s'y soustraire. Empêcher l'exécution des Ordres du Roi, c'étoit prétendre à égalité de pouvoir, affecter la concurrence avec la Souveraineté.

Ce Prince pouvoit-il, sans dégrader la Dignité royale, souffrir que des Sujets exerçassent une puissance destructive de la sienne? Par cette bravade inouïe, ils se sont attiré une humiliation justement méritée. Ils auroient pu se l'épargner, en engageant leurs Confrères à la résignation, & en se bornant à des supplications en leur faveur; seul parti digne de Magistrats.

Si cette fausse démarche a jetté de la défaveur sur le Parlement de Paris, du moins pouvoit-elle s'excuser par les circonstances. La nouvelle de la disgrâce des deux Conseillers avoit vivement affecté tous les esprits; ils avoient perdu ce sang-froid, qui seul

46 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

rend l'homme capable de se déterminer avec sagesse. Ce n'étoit plus une Compagnie de Magistrats flegmatiques; c'étoient des hommes surpris, effrayés, que le spectacle du malheur avoit mis hors d'état de réfléchir.

Mais il n'est pas de même de ces Parlemens, qui levent aujourd'hui l'étendart de l'indépendance. Leur témérité n'est plus l'effet d'un premier mouvement; c'est l'ouvrage d'une réflexion mûrie, d'une audace raisonnée. Ils frondent les défenses du Prince, cassent ses Loix, empêchent que la justice se rende à ses Sujets, & osent déclarer traîtres à la Partie, des Officiers, dont la fidélité devoit être l'objet de leur apologie

Quels tristes égaremens dans des hommes qu'on étoit habitué d'admirer! Ils voient le sang prêt à couler, & ils aigüissent eux-mêmes les poignards dont les Citoyens se disposent à s'entre tuer. Ils apperçoivent des frénétiques entraînés par l'espérance du pillage, prêts à se livrer au carnage au premier signal, & ils ne rougissent pas de nourrir cette dangereuse fermentation.

O Nosseigneurs! qu'est devenue votre antique vertu? On commençoit à vous croire philosophes, & vous n'êtes pas même citoyens.

Les coopérateurs actuels du Gouvernement, ne sont en butte à vos sanglantes satyres, que parce qu'ils ont introduit des suppressions chez vous. Mais s'ils croient

faire le bien , s'ils le font en effet , ils ne sont ni criminels , ni reprochables. S'ils ont tort , prouvez-le-leur sans leur dire des injures : votre lot doit être la modération.

Vous avez toujours été ardens à provoquer les réformes dans tous les établissemens où vous avez cru remarquer des abus ; vous vous êtes montrés , en cela , des Magistrats patriotes. Aujourd'hui , parce qu'on ose attenter à votre robe , on devient à vos yeux traître à la Patrie.

Quand vous avez détruit cet ordre Religieux , moins fameux par le crédit dont il jouissoit , que par l'abus énorme qu'il en a fait ; quand vous avez provoqué la suppression du Grand Conseil ; quand vous avez enregistré celle du Parlement de Dombes & de plusieurs Bailliages ; celle des Receveurs des Finances , des Receveurs des Domaines & de tant d'autres , tous ayant , comme vous , des Charges à Finances , étiez-vous des traîtres ? Vous ne l'avez pas cru , ni personne plus que vous.

Pourquoi donc penseroit-on plus mal des Ministres que de vous , lorsqu'ils agissent par les mêmes principes qui ont toujours paru être les vôtres ?

Ils ne suppriment un certain nombre de vos Confreres , que parce que , faute d'occupation , ils deviennent inutiles. Cela n'est-il pas dans l'ordre ? Quand à la fin d'une guerre

48 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

on licencie les troupes dont on n'a plus besoin, les licenciés ont toujours subi docilement leur sort. On vous démembre une partie de votre Ressort pour le soulagement des Plaigneurs. Pouvez-vous prétendre qu'on maintienne, au préjudice du bien public, ce qui est abusif dans votre constitution? Si vous n'envisagiez ces changemens qu'avec impartialité, vous plaindriez-vous?

Vous ne vous montrez qu'en égoïstes. Vous voulez bien qu'on bouleverse tout, Religieux, Financiers, Commis, Militaires, Officiers de la Cour: mais vous prétendez rester intacts. Ainsi votre intérêt personnel est votre premier mobile. Vous n'avez de patriotisme à faire briller, qu'aux dépens des autres.

O Vous, Sénateurs vénérables, dont les cheveux blancs m'inspirent le respect! vous, dont j'ai si souvent admiré les Oracles dictés par la sagesse! rentrez en vous-mêmes; reprenez les principes qui vous ont si longtemps honorés, ces vertus qui vous sont propres.

Le Roi vous conserve les fonctions primitives de votre institution; l'honorable commission de rendre la Justice à ses Peuples, dans les contestations les plus importantes. Vous serez les premiers Juges de la Nation; les colonnes, comme vous l'avez toujours été, de la Puissance royale; les appuis du Peuple contre les entreprises de la tyrannie particulière;

ticulière ; les défenseurs à-la-fois & le frein de tous les Ordres du Royaume. Que manque-t-il donc à votre gloire ? Pourquoi résistez-vous au Législateur qui vous appelle ?

Votre attribution est rétrécie , je l'avoue. Vous ne perdrez que quelques épices , que sans doute vous ne regrettez pas. Des Magistrats ne fixent pas leur point d'honneur à avoir beaucoup de procès à juger , mais à bien juger ceux qui sont confiés à leur décision. Au surplus , ne craignez pas d'être désœuvrés. Ne vous reste-t-il pas la haute police de vos ressorts ? Peut-être l'avez-vous trop négligée jusqu'à présent.

Parcourez les villes & les campagnes ; jetez des regards attentifs sur ce qui s'y passe , sur la manière dont les premiers Juges administrent la justice ; sur les exactions de tant d'Officiers subalternes qui sangsurent impunément le Public , parce qu'on ne les surveille pas. Vous vérifierez combien votre inattention sur cette partie si essentielle de l'ordre public , a laissé empirer le mal.

Les remèdes dont il a besoin , vous occuperont d'autant plus , que les abus qui se sont enracinés , en se répandant presque généralement , s'exercent sous différentes formes. Pour les corriger , il vous faudra bien du tems , bien des précautions ; ce sera un travail immense. Les Peuples ne dussent-ils vous être redevables que de cette

50 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

utile révolution , vous acquérerez des droits immortels à leur reconnoissance. C'est dans ces grandes réformes , qui assurent le bonheur commun , qu'on bénira l'importance de vos fonctions.

La haute Magistrature , qui ne se borne qu'à juger des procès & à discuter des impôts , ne remplit pas la moitié de son ministère. Le maintien universel des Loix , celui des bonnes mœurs , la sûreté publique , tout ce qui tient enfin à la police locale & particulière , ne doivent pas moins exciter sa vigilance.

De combien d'usurpations n'a - t - elle pas à garantir les Citoyens de toutes les classes, le confiant Campagnard sur-tout, que les pièges & l'ambition entourent de toutes parts ? Les Corps, les Hommes en place, tant d'êtres qui affichent dans la société des prétentions sans fin , cherchent tous à s'agrandir ou à dominer aux dépens du foible. Il n'y a que des Compagnies comme les vôtres , fermes dans leurs principes, constantes dans leur marche , & réunissant au pouvoir , une équité dirigée sur le vœu des Loix , qui puissent déraciner ces vexations.

Ce premier pas vous conduira à un autre non moins avantageux : L'abus des Loix vous fera connoître ce que ces Loix ont de défectueux. Plusieurs ont dû leur origine à des circonstances qui ont changé. D'autres ne sont plus conformes aux mœurs & à l'esprit

du tems. Il y en a qui pourroient être améliorées en ajoutant à leurs dispositions. C'est à vous à vous réunir au Législateur, pour lui inspirer le correctif à toutes celles qui en ont besoin.

Quand vous vous êtes persuadés, que par la nouvelle formation vous risquiez de tomber dans l'inaction, vous vous êtes donc trompés. Vous voyez combien il vous reste de choses à faire : & ce que vous ferez, vous méritera l'estime de la Nation, avec la confiance du Prince.

Rendez donc à votre Roi l'hommage que vous devez aux intentions qu'il manifeste pour le bonheur de ses Peuples. Si des Magistrats peuvent quelquefois s'égarer, comme tous les hommes, que votre soumission lui prouve que leur illusion passagère ne sert qu'à mieux faire briller leur vertu.

C'est ainsi que vos ancêtres, rentrés dans leur devoir, & confus de s'en être écartés, ont affermi la couronne sur la tête du meilleur de nos Rois, l'immortel Henri IV, après s'être d'abord unis à ceux qui la lui contestoient. C'est ainsi qu'après les désordres de la Fronde, ils ont concouru à la célébrité du règne de Louis XIV, par leur zèle à faire observer les Loix, & à imprimer le respect pour la Justice.

C'est par vous que les esprits s'échauf-

fent, c'est par vous que le trouble se foment. Vos écrits ont persuadé à une partie de la Nation qu'elle se trouvoit en danger. Qu'auriez-vous pu faire de plus sous un Tyran ? Les Peuples se trouvent prévenus contre un Prince qui ne veut être que leur pere.

Vous n'avez fait, depuis quelque-tems, que des arrêtés alarmans pour vos compatriotes : faites-en de nouveaux, qui leur rendent la sécurité. Oubliez-vous un instant vous-mêmes, pour faire renaître le bonheur.

Ne soyez pas généreux à demi. Suffisez-vous être victimes des novations, (mais vous ne l'êtes pas, je crois vous l'avoir démontré ;) immolez-vous à la tranquillité publique. Inspirez à votre Roi une confiance nouvelle dans vos principes. L'effet a pu l'induire en erreur sur la cause ; votre obéissance réfléchie ne lui permettra plus de nourrir des doutes sur la pureté de vos vues.

Les Officiers de Justice, qui vous sont subordonnés, n'attendent que ce trait de patriotisme de votre part, pour vous imiter. Ils ne se sont roidis contre l'autorité, que pour vous soutenir ; c'est leur union à vos intérêts, qui leur a fait négliger les leurs, puisqu'en obéissant au pouvoir législatif, ils augmentoient leur consistance & leur considération. Des

inférieurs vous auroient - ils vainement donné des preuves de leur affection & de leur désintéressement ? N'auriez - vous pas le courage de vous résoudre aux mêmes sacrifices qu'ils ont faits ?

Et vous, jeunes Magistrats, à qui il n'a manqué qu'un peu plus de flegme, & peut-être la connoissance des vrais intérêts publics, pour mieux diriger votre zèle ! une erreur involontaire vous a séduits : mais au milieu de cette erreur, vous avez fait paroître une fermeté noble, qui atteste à la Nation ce qu'elle doit attendre de vous, quand vous réunirez au desir du bien, l'expérience & le sang - froid de l'âge mûr. Voici le moment de justifier les regrets qu'elle témoigne sur votre suppression.

Vous devenez les holocaustes de la révolution, puisque vous êtes arrachés à des fonctions qui vous étoient chères. Mais c'est dans les grands sacrifices que brille le vrai Philosophe, le bon Citoyen. Ayez la force de vous dévouer à la patrie ; son repos est lié à votre résignation. Vous pouvez le troubler encore, en continuant de réclamer l'exécution du serment, par lequel vous avez enchaîné vos anciens Confreres à votre sort. Donnez l'essor à votre grandeur-d'ame ; notifiez - leur votre obéissance ; réunissez-vous pour les dégager de ce serment par un arrêté, qui consigne votre vertu dans

54 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

les Fâtes publics : vous en ferez plus chers à la Nation , & admirés du Prince même qui vous dépouille de votre état. Déjà vous avez ambitionné d'être les martyrs de la cause commune : vous le ferez plus honorablement , en rendant à l'autorité ses droits , aux peuples l'amour pour leur Souverain , & en arrachant vos compatriotes au fer meurtrier , que le fils lève déjà contre son pere , & le frere contre son frere.

Quant à vous , Juges supprimés , Avocats , Procureurs , Greffiers , Huissiers , suivez l'exemple que vous donneront vos supérieurs. Moins riches qu'eux , vous ferez plus à plaindre : mais la nouvelle constitution vous présente des ressources sous une autre forme ; si elles ne suffisent pas pour tous , ne craignez pas d'être abandonnés à l'infortune qui vous menace ; vous trouverez dans la Nation généreuse qui a les yeux ouverts sur vous , & dans la bienfaisance d'un Monarque juste , des secours propres à vous en garantir. Méritez-les en vous montrant bons patriotes , & la Patrie s'intéressera à vous.

*Pensez - y bien ,
Messieurs les Opposans !*

QUEL est donc , Français , le but de cette effervescence qui vous agite ? J'entends le mot de *privilèges* circuler de bouche en bou-

che. Est-ce leur perte qui vous inquiète ? Mais souvenez-vous que le Roi ne cesse de vous répéter , qu'il n'entend pas y porter atteinte ? Quand il vous en donne sa parole royale , pourquoi ne pas y croire ? Est-ce en lui montrant une défiance insultante , ou en ne paroissant que les armes à la main , que vous comptez vous les assurer ? Ce n'est pas trop sagement spéculer : il me semble inutile de réclamer par la violence , ce qu'on vous accorde de plein gré.

Quand vous aurez arrosé vos guérets du sang de vos Concitoyens , quel sera le fruit de ces emportemens ? Vous serez les plus foibles , ou les plus forts. Si vous succombez , vous retomberez à la merci du Roi ; il faudra alors en passer par ce qu'il voudra : autant vaudroit vous en tenir à l'état dans lequel vous vous trouvez. Consultez vos Annales ; vous y observerez que , toutes les fois que quelques sujets se sont , en France , soulevés contre l'Autorité légitime , cette dernière a toujours fini par triompher : elle a pour elle le préjugé , la force , des coopérateurs toujours prêts à la défendre , & unis entre eux pour la bien servir ; au lieu que vous n'avez aucun de ces avantages.

Vous vous mettez en campagne , comme des hommes que la bravoure a toujours distingués ; mais vous formerez un corps d'armée indiscipliné. Vos soldats seront moins occupés

56 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

à acquérir de la gloire qu'à piller ; les Officiers seront insubordonnés ; chacun voudra être égal à l'autre ; les Chefs ne seront pas mieux d'accord entre eux ; quand il s'agira de prendre un parti, il n'y aura jamais de concert ; la jalousie fera, pour eux, la pomme éternelle de discorde : ils songeront moins à vos intérêts qu'aux leurs : à la première proposition avantageuse qui leur sera faite par la Cour, vous les verrez vous dédaigner, comme des rebelles, pour courir à leur fortune. N'est-ce pas là ce qui est arrivé dans tous les tems ? Chaque fois que les Peuples se sont livrés à des Grands, séditieux, n'ont-ils pas toujours été leurs dupes ? Ceux-ci ont-ils jamais eu d'autre objet que leur propre agrandissement ? & cet agrandissement, peuvent-ils en effet l'espérer d'une autre source que du Roi ?

Comment soutiendrez-vous la guerre ? Suffit-il du simple courage pour combattre contre des légions aguerries ? Vos soldats, dont la plupart n'auront jamais vu le feu, qui ne connoîtront ni régime militaire, ni marches régulières, ni évolutions, tiendront-ils contre des troupes toujours en bon ordre, toujours sagement commandées ? Comment d'ailleurs assurerez-vous leur subsistance ? Où sont vos provisions, vos places-fortes, vos munitions, tous les attirails nécessaires à une grande armée ? Espérez-

vous les tirer de vos provinces ? Mais songez-vous qu'elles seront divisées d'opinions, & que les armées royales, en les inondant, vous intercepteront vos vivres, vos ressources & vos magasins ?

Seriez-vous assez mauvais Patriotes pour appeller à votre secours des étrangers ? Souvenez-vous que vos ancêtres ont eu jadis l'indiscrétion de faire venir les Anglais, les Espagnols. Après avoir baslement rampé sous leur insolence, mille fois plus malheureux sous leur joug, que sous celui qu'ils avoient cherché à secouer ; après avoir vu le Nom Français avili, leur patrie ruinée, leurs propriétés dévastées, ils ont regardé comme une époque de bonheur, le moment où ils se sont vus défaits de ces dangereux amis. Ce n'est que par les longues peines qu'ils ont eues à réparer leurs malheurs, qu'ils ont reconnu l'imprudence de la démarche à laquelle ils s'étoient livrés.

Si vous êtes les plus forts, comme vous vous piquez aujourd'hui d'être Anglomanes, porterez-vous des atteintes à l'autorité ? la diviserez-vous ?

Mais à quels Chefs, à quels Corps 'la confierez-vous, qui n'en abusent bientôt contre vous-mêmes ? Avez-vous oublié les maux qu'ont causés à vos aïeux les Maires du Palais, les grands Vassaux de la Couronne, &

tous ces autres tyrans subalternes, qui ont, pendant tant de siècles, déchiré la France? Avez-vous jamais été plus heureux, que depuis que la puissance suprême se retrouve réunie dans une seule main?

Cette chimère de liberté, qui fait tant d'enthousiastes, quel bien a-t-elle procuré aux Nations dont vous semblez envier le sort? Si vous exceptez la Suisse, où elle est devenue le berceau du bonheur, par des circonstances purement locales; quel autre pays me citerez-vous où elle ait produit quelques éclairs de félicité, qui n'aient été entremêlés de continuel orages?

La Pologne n'a essuyé qu'une succession de révolutions, qui l'a enfin réduite à se laisser asservir par les Puissances voisines, & à recevoir dans son sein même la loi des étrangers, tandis qu'elle refuse de la recevoir de son Prince, qui seul auroit pu la garantir de l'oppression.

La Suède a passé alternativement du despotisme de ses Rois, sous la domination arbitraire de ses Magistrats; ne sachant jamais, dans les changemens qu'elle a essuyés, si le joug nouveau qu'on lui imposoit, lui étoit plus favorable que celui qu'elle avoit secoué, & finissant toujours par rechanger encore, sort ordinaire des esprits inquiets.

L'Empire se flatte de n'avoir qu'un Chef,

& non un Maître : mais ce Chef lui a souvent imposé des chaînes bien dures. La Nation Germanique est peut-être une des plus infortunées de la terre. Elle est dominée par une multitude de petits Souverains , toujours en défiance les uns contre les autres , comme ils le sont contre leur Chef. Il ne se tire pas un coup de canon dans le moindre recoin de leurs modiques états , qui ne devienne bientôt le signal d'un incendie universel. On veut entretenir la balance , & chaque fois le territoire Impérial est inondé de sang : aussi aucune région de l'Europe n'a-t-elle été si souvent en proie à la dévastation. Quel triste avantage que celui d'une liberté idéale , pour le maintien de laquelle il faut toujours s'entre-égorger & se ruiner !

Le gouvernement de Venise est celui dont la forme se soutienne depuis le plus de siècles. Mais consultez les sujets de la République , & demandez-leur s'ils ne préféreroient pas l'administration tempérée d'un Monarque , au sceptre de fer avec lequel leurs Nobles Sénateurs les gouvernent ?

Gênes , Genève , prouvent par leurs éternelles divisions , l'illusion attachée au mot de liberté.

La Hollande , long-tems éblouie par le même fantôme , vient enfin de renverser sa constitution , pour se donner un seul maître.

60 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

Les nouveaux Etats libres de l'Amérique, si unis entr'eux, tant qu'il a été question de se procurer l'indépendance, l'ont à peine obtenue, & ils commencent déjà à se diviser.

L'Angleterre a su borner le pouvoir de ses Souverains. Elle s'est imposé des Loix sages, qui sembleroient devoir la garantir de toute ombre d'oppression. Son régime seroit assurément digne d'être envié par tous les Peuples, s'il n'avoit l'inconvénient de tous les projets humains, d'être sujet à l'instabilité.

En effet, les Rois contenus dans leur autorité, tendent sans cesse à l'étendre aux dépens des Peuples. Les occasions ne sont pas toujours favorables à leur ambition, mais ils n'en laissent échapper aucune. Aussi a-t-on vu, que toutes les fois que les Souverains ont eu de l'énergie & du courage, ils ont rompu la digue qu'on avoit opposée à leur agrandissement. En pareil cas, le Prince qui connoît le caractère de ses sujets, sentant que son empire ne peut s'établir sur une base de douceur, cherche à l'affermir par la rigueur. Il devient tyran par nécessité. Ne pouvant se faire aimer, il est forcé de se faire craindre. Tout ce qui l'ombrage, périt sur des échaffauds. Plus de loix, plus de justice, que celles du plus fort. Le fier Anglais ne cède qu'en frémissant au pouvoir qui le mai-

Je m'en rapporte à tout le Monde. 61
trise ; d'autant plus à plaindre , que son humeur altière lui rend son asservissement plus insupportable.

L'oppressé mort , le Peuple reprend ses droits. Mais ce n'est qu'en vengeant son humiliation passée sur les partisans de la Royauté. De nouvelles victimes sont immolées à la révolution.

C'est ainsi que , depuis quatre à cinq siècles , cette fameuse Isle , à chaque mutation de Souverains , a les mêmes fléaux à redouter , a été teinte du sang le plus distingué , aux cris successifs de la liberté & du despotisme.

D'après ce tableau qui fait gémir l'humanité , ferez-vous encore tentés , mes Compatriotes , de courir après un bien fantastique , échappé à tant de Nations , & qui n'est devenu pour elles qu'une source éternelle de discorde & de crimes ?

Contemplez au contraire le sort des Etats monarchiques ; voyez s'ils ont essuyé ces secousses effrayantes & multipliées , qui bouleversent si souvent les prétendus Etats libres.

Croyez-moi , la tyrannie n'est jamais à craindre dans un Monarque qui règne paisiblement & sans concurrence. Sa gloire consiste à voir heureux tout ce qui lui est soumis. Quelque nombreuse que soit la liste des Rois qui ont régné depuis la fondation

de notre Monarchie , on ne peut citer parmi eux aucun tyran. Pourquoi donc en prévoirions-nous un , dans un Prince , qui ne s'est encore fait connoître que par son amour pour la justice & pour les peuples ?

Quelle injuste prévention vous soulève donc contre les nouvelles loix ? Ajoutez-vous foi à ces fastidieux déclamateurs , qui s'épuisent en sophismes , pour vous faire trouver nuisible , ce qui est avantageux en lui-même ? Ne reconnoissez-vous pas l'intérêt personnel , qui répand son fiel par leurs bouches ? N'avez-vous pas , pour vous décider , votre propre évidence ?

Les réformes ordonnées ne sont-elles pas conformes à vos propres vœux ? aux doléances de la Nation , exprimées , depuis des siècles , par tous les Citoyens qui s'intéressent au bien public ?

S'il vous restoit quelque adoucissement à desirer dans ces loix , vous ne deviez pas hésiter de les solliciter du Législateur même. N'est-ce pas votre bien qu'il veut ? Si vous lui indiquez de meilleurs moyens de vous le procurer , ne doutez pas qu'il ne les adopte.

Mais y pensez-vous , quand , pour quelques griefs particuliers , vous venez blâmer l'universalité de son opération ? quand , pour soutenir la vanité de la Magistrature , vous venez insulter à la majesté du Trône ?

Si les Parlemens se sont acquis quelque

mérite à vos yeux , ce n'est que par le pouvoir que leur ont confié nos Monarques de veiller sur notre sûreté , sur notre repos individuel , sur le maintien de l'ordre public. Et vous donnez aujourd'hui la préférence sur nos premiers , nos véritables bienfaiteurs , aux agens secondaires de leur bienfaisance !

Les étrangers nous envient la gloire d'être gouvernés par des Princes , qui se sont touj.^{rs} regardés plutôt comme nos peres , que comme nos dominateurs. Cet amour réciproque des Rois pour leurs sujets & des sujets pour leurs Rois , nous a fait considérer comme la première des Nations , comme une Nation invincible , tant que cet accord glorieux durera. Jamais en effet la France n'a pu être entamée , pendant qu'il a subsisté : dès qu'il a cessé , elle est au contraire toujours devenue la proie des étrangers.

Voulez-vous faire renaître ces tems d'horreur , par vos révoltes ? Êtes-vous donc las d'être heureux ? Quand vous aurez humilié le Trône , qu'en espérez-vous ? Qui vous défendra contre vos ennemis ? Sera-ce vos Parlemens qui n'ont jamais rien entendu en politique ? Est-ce par des Arrêts que vous répondrez au canon de vos agresseurs ? Remplacerez-vous l'éclat de cette Cour brillante , que toute l'Europe venoit admirer , par une Cour en *dominos* , rouges ou noirs , dont la morgue vous donnera un air de Visigots ?

Soyez conséquens. Vous criez qu'on en veut à votre constitution, & c'est vous qui rendez à la bouleverser. Jamais il n'est entré dans cette constitution, que les Parlemens détruiroient ce que les Rois ordonneroient.

Ce sont les Rois qui ont créé les Parlemens : ils n'ont pu avoir l'intention de se donner des Maîtres. Ils leur ont permis de leur faire des remontrances ; mais ces remontrances faites, ils les ont toujours forcés d'enregistrer leurs loix. Lisez l'histoire.

La Nation a des droits plus réels. Elle a celui de confirmer par son consentement les Impôts dont on grève les propriétés. Mais le Roi, bien loin de lui contester ce droit, promet aujourd'hui de lui rendre son activité. Il assure qu'il convoquera les Etats-Généraux toutes les fois que les besoins l'exigeront. L'intérêt des Peuples sera donc à couvert, puisqu'ils auront des représentans pour le discuter, & le vœu public se trouvera rempli.

Mais, dites-vous, pourquoi le Roi n'assemble-t-il pas les Etats-Généraux dès-à-présent ?

Le lui conseilleriez-vous, vous-mêmes ? Contemplez de sang-froid la fermentation qui règne parmi vous. Est-ce le moment d'appeler à lui des hommes, qui, dans l'effervescence de leurs préjugés, le blâment sur tout ce qu'il entreprend, sans vouloir ou-

vrir

Je m'en rapporte à tout le Monde. 65

ouvrir les yeux sur l'utilité de ses réformes ? Quel effet pourroit-il espérer de votre réunion ?

Si vous ne lui aviez montré que de la raison : si dans vos représentations vous vous étiez bornés à traiter avec impartialité les avantages , ou les inconvéniens de ses nouvelles Loix ; approuvant ce qui en est bon , demandant la suppression de ce que vous y trouvez de nuisible ; votre modération l'auroit convaincu qu'il trouveroit en vous le zèle du bien public.

Mais vous ne lui témoignez que de l'humeur , que de l'intérêt pour les autres ; sans aucun égard pour sa dignité , pour la droiture de ses intentions. Vous prenez un ton menaçant , quand vous ne devriez avoir que celui d'hommes , qui font des remontrances à un Maître à qui ils doivent du respect. Des Corps honorables éclatent en séditieux : des Villes se soulèvent : une populace ignorante se livre à mille excès d'insolence contre les porteurs d'ordres royaux.

Avouez que ce n'est pas l'instant favorable pour vous inviter à des discussions , qui exigent du flegme & des vues désintéressées. Refroidissez - vous ; reprenez le calme d'esprit si nécessaire dans les affaires , & sans doute il ne tardera plus à vous convoquer.

Au fonds , êtes-vous bien fixés sur ce que

E

vous desirez ? J'en doute. Il me paroît que vos mouvemens ont un principe , qui n'a pas uniquement la Magistrature en vue. Je crois entrevoir quelque autre motif qui vous tracasse. Voyons , tâchons de tirer les choses au clair.

La vérification du *déficit* a donné lieu à toutes sortes de conjectures. Les ennemis secrets du Gouvernement ont affecté de répandre , qu'il ne devoit son existence qu'aux déprédations des Ministres ; aux vols de tous ceux qui ont part à l'administration des finances ; à la cupidité des courtisans , qui par leurs intrigues détournent , à leur profit , les fonds destinés aux charges publiques ; enfin à des dépenses multipliées de tous côtés , pour des objets plus onéreux qu'utiles.

De-là , on conclut qu'un Gouvernement , qui grève aussi inconsidérément l'Etat de dettes ; qui n'a aucun système d'économie ; qui prodigue aux flatteurs le produit des sueurs du Peuple , a besoin d'être surveillé. Qu'il seroit périlleux de l'abandonner à ses impulsions arbitraires. Qu'il faut le contenir par des Corps , qui osent l'arrêter dans ses profusions abusives. Que les Parlemens , par leur consistance , sont les seuls qui puissent remplir ce but , parce que les loix émanées du Trône , n'étant exécutoires qu'autant qu'ils leur donnent la sanction de l'enregistrement , ils peuvent en empêcher l'effet en refusant de les enregistrer.

Que par conséquent, il devient essentiel pour l'intérêt de la Nation de ne pas les laisser dépouiller de ce droit, puisqu'elle seroit privée par-là de ses défenseurs naturels.

Il y a, sans contredit, quelque fondement dans ces insinuations; mais il y a beaucoup à en rabattre.

On ne peut disconvenir qu'il n'y ait quelques Ministres, qui ne se sont pas oubliés dans leurs places; quelques courtisans qui ont profité de la faveur pour s'enrichir; quelques désordres dans le régime des Finances & dans leur dépense.

Mais de quelques dissipations, de quelques vices d'ordre, il y a loin jusqu'à la masse énorme de dettes qui s'est accumulée. Il faut donc en chercher une autre source.

Je la trouve indiquée dans une brochure qui paroît depuis quelques mois; intitulée, *Considérations intéressantes sur les affaires présentes*. L'auteur estimable de cet ouvrage, à-la-fois éclaircissant, utile & consolant, nous retrace les différentes époques de décadence & de rétablissement des finances, depuis le commencement du règne de Louis XIV jusqu'au moment actuel. Je ne puis mieux prouver l'origine du déficit, qu'en rapportant ce qu'il en dit. Voici ses propres termes, page 14 & suivantes :

» Cependant dès 1774, suivant ce même
» Administrateur, (l'Abbé Terriay) l'on avoit

» vu renaître un nouveau *deficit* de vingt-
» sept millions & plus.

» Tel étoit l'état des choses, lorsque Louis
» XVI monta sur le Trône: non-seulement,
» il se trouva chargé du fardeau d'une dette
» de plusieurs milliards, contractée avant
» son règne; mais à cette époque, une cherté
» de grains occasionna de fortes dépenses
» au Trésor-Royal, soit en secours, soit
» par le déplacement des troupes qu'il fallut
» faire avancer vers la capitale, pour mettre
» fin au pillage des grains, que des bandits
» enlevoient dans les marchés, pour les semer
» dans les rues, ou pour les jeter dans les
» rivières.

» A cette cherté succéda une épidémie af-
» freuse sur les bestiaux, qui ravagea tout le
» midi de la France avec tant de fureur, qu'il
» ne resta pas même de bœufs p^r labourer la
» terre. Ce fléau aggrava encore la situation
» du Trésor-Royal, par les secours qu'il fallut
» donner aux Provinces dévastées, & par la
» non-valeur des impositions de ces mêmes
» Provinces.

» La création subite d'une Marine redou-
» table, dont on avoit enfin senti l'absolue
» nécessité, création dont il n'est guères possi-
» ble de présumer la première dépense au-des-
» sous de cent millions, augmenta encore le
» *deficit*. Enfin, la guerre d'Amérique, la seule
» depuis des siècles, dans laquelle la France

» ait rempli un grand but , accru la dette
» publique de douze à quinze cents millions.

« Telles sont les principales causes du
» déficit , sous le règne actuel. Il n'est point
» étonnant que, pour soutenir la dernière guer-
» re , la France ait contracté une masse con-
» sidérable de nouvelles dettes , puisque l'An-
» gleterre , pendant le cours de cette même
» guerre , s'est endettée de deux mille cinq
» cents millions. Ce qui a forcé cette puis-
» sance à créer , depuis la paix , pour plus
» de cent millions de nouveaux impôts , des-
» tinés à assurer le paiement des arrérages
» des deux milliards cinq cents millions , em-
» pruntés pendant la guerre ».

Je crois devoir ajouter à cet extrait une
autre observation du même Auteur , page 3 ,
non moins intéressante pour qui cherche à
s'éclairer.

« Il est bien étrange , (dit-il ,) que l'on ait
» porté , je ne dirai pas la mauvaise-foi ,
» mais l'inattention , au point de croire &
» de chercher à persuader la Nation , que
» l'on avoit dévoré trois milliards & plus ,
» en quelques années , parce qu'il existe un
» déficit ; c'est-à-dire , un excédent de dé-
» pense au-delà du revenu , de cent-trente
» à cent-soixante millions.

» L'on a fait ce calcul fantastique , en
» créant pour la plus grande partie du dé-
» ficit , un capital idéal , & qui n'existe point ,

» & sur-tout, en ne défalquant pas de ce
» faux calcul, cinquante millions & plus de
» remboursemens annuels, qui forment seuls
» le tiers du *déficit* en question ».

Ces éclaircissemens, que l'Auteur a répandus sur les vraies causes de l'énormité de la dette Nationale, doivent faire d'autant plus d'impression, qu'ils sont fondés sur des faits notoires.

Personne, en effet, n'ignore combien notre Marine avoit été négligée sous le dernier règne, & combien il a dû en coûter pour la rétablir sur le pied formidable sur lequel on l'a remontée. Toutes les autres dépenses qu'il désigne, n'ont pas eu des objets moins connus, & sont aussi faciles à apprécier.

Il auroit pu y ajouter les frais considérables, qu'a déjà entraînés la construction du Port de Cherbourg, & ceux de quantité d'autres améliorations ou établissemens entrepris, tant dans la Capitale, que dans les Provinces.

Cette vérification atteste le peu de franchise de ceux qui s'étaient du *déficit*, pour faire naître la défiance sur l'usage qu'on a fait des deniers publics, & pour suspecter la probité des Administrateurs.

Il est très-possible & même présumable, qu'il y a eu des abus, des légèretés : mais certainement ils ne peuvent être imputés aux

Ministres actuels , & ils n'ont pas été assez considérables pour influencer sur l'inégalité exorbitante qui existe aujourd'hui entre nos dépenses & nos revenus. Le vuide , qui a été constaté , ne doit son origine qu'aux dépenses qu'ont nécessitées l'honneur , l'intérêt , le soulagement même de la Nation.

Le Gouvernement , qu'on affecte de décrier , n'est donc pas aussi inconséquent , aussi déprédateur , qu'on le dépeint. Dès lors les motifs de s'en défier cessent.

Ce point démontré , reste à savoir quel parti on prendra sur le trop mémorable déficit.

Tout le monde paroît révolté de son existence ; chacun desire de le voir anéanti , & personne ne se présente pour concourir à son extinction. Si on demandoit aux riches le moindre supplément à leur portion contributive de tributs , ils ne manqueroient pas de crier à l'oppression. Toutes les bouches expriment des sentimens patriotiques , & les cœurs se glacent au moindre sacrifice qu'on exige pour la Patrie.

Cependant , mes chers Compatriotes , des milliards de dettes ne s'éteignent pas d'eux-mêmes. Les Créanciers de l'Etat resteront Créanciers , tant qu'on ne les remboursera pas. Si vous n'êtes pas assez généreux pour les défintéresser , comment voulez-vous que notre libération s'opère ?

72 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

Est-ce vos Parlemens qui l'effectuèrent, eux qui, ayant vu arriver les choses au degré où elles sont, sans les prévenir, ni s'y opposer, affectent de se prévaloir de leur négligence même, pour publier que nous sommes bien obérés; comme s'ils nous apprenoient une circonstance fort nouvelle. Définir un mal, ce n'est pas le guérir.

Quand on leur propose des impôts, ils répondent très-judicieusement que les impôts nuisent à ceux qui les payent. Lorsqu'on leur parle d'emprunts, ils objectent avec la même sagesse, que quand on emprunte, il faut rendre, & que pour ne pas être embarrassé de rendre, il ne faut pas emprunter.

Mais je demande à leur lumineuse sagacité, comment un Gouvernement, qui ne veut pas faire banqueroute, qui n'a que six cents millions de revenu, & qui a pour huit cents millions de Charges annuelles, peut faire face à ses engagements, si on ne lui permet, ni d'augmenter son revenu par des impôts, ni de suppléer à ce qui lui manque en revenu, par des emprunts?

Je m'attends à leur réponse. *Economisez, réformez*; voilà leur refrain.

Je conviens que l'avis est salutaire, mais il a ses bornes.

Quand on aura fait toutes les épargnes, tous les retranchemens pratiquables, on trouvera, je suppose, cinquante millions de ra-

battus sur le *déficit* ; cela est fort bien : mais il restera encore cent-cinquante millions à remplir. Il faut donc qu'on fournisse au Gouvernement de quoi y faire face, sinon il se trouvera dans la nécessité de cesser ses paiemens.

Telle est sa position, & on ne veut pas la sentir. On le blâme injustement des dettes, qu'il n'a contractées que pour le besoin de l'Etat. On lui fait un crime de ne pas les acquitter, lorsqu'on ne lui en fournit aucun moyen.

A la vérité, on le met à même aujourd'hui de payer les intérêts de ce qu'il doit ; mais les capitaux subsistent. Au moindre événement extraordinaire, la balance se rompra malgré les emprunts actuels. Un nouveau *déficit* grossira l'ancien, & on criera sûrement encore à l'abus, à la déprédation, parce qu'on n'examine rien à fond, & qu'on ne s'attache jamais à prévoir ce qui peut arriver.

Soyez plus raisonnables, Messieurs, & pénétrez-vous enfin de votre situation, de manière à ne plus devenir injustes envers ceux qui ne peuvent la changer, qu'autant que vous vous y porterez vous mêmes.

Je viens de vous l'esquisser cette situation. Elle vous présente un *déficit* à éteindre ; ce qui, à moins de sacrifices considérables & prompts de votre part, ne se consommera que très-à la longue.

74 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

Les cinq cents millions que le Gouvernement emprunte , le mettront en état de satisfaire à toutes ses charges , pendant quatre à cinq ans.

Dans cet intervalle , le nouvel ordre établi dans les Finances produira son effet. La diminution des dépenses , les bonifications , l'extinction d'une partie des rentes , opéreront nécessairement une révolution favorable dans notre situation. Le *déficit* s'amoin-
drira dans la même progression.

On pourra le diminuer encore au renouvellement des baux des Fermes , des Domaines , des Aides , &c. , soit en trouvant les moyens d'en améliorer le régime ; soit en simplifiant , dans routes ces parties , les formes de perception , si onéreuses à la Nation.

Mais enfin il restera toujours un vuide quelconque. Il faudra donc au bout de ces cinq ans d'autres secours , plus ou moins forts , soit en impôts , soit en nouveaux emprunts. C'est à quoi vous devez vous attendre , jusqu'à ce que vous ayez tiré de vos réformes & du tems , le fruit que vous devez vous en promettre ; c'est-à-dire , la suppression complète de la dette publique.

Cessez donc de vous éblouir ou de vous laisser tromper , & partez du vrai point où sont les choses , pour régler à l'avenir vos sentimens ainsi que vos espérances.

Il n'y a pas de mérite à déclamer contre le malheur ; mais il y en a beaucoup à le supporter avec courage , & à s'occuper , au milieu de sa résignation , des moyens de le réparer.

Vous avez des ressources , dans votre sein même , pour remédier à tout avec la patience. Il n'est question que de vous résoudre , sans murmure , à une gêne momentanée. Vous aurez des charges un peu pénibles à acquitter pendant un certain nombre d'années. Plus vous prendrez sur vous d'en augmenter le poids , plus vous accélérerez votre libération , & le retour de votre ancienne aisance. Tous les maux s'allègent , quand on en a la fin pour perspective.

Faut-il , pour vous encourager , un exemple ? Contemplez l'Angleterre ? Vous vous passionnez pour tout ce qui se passe chez elle : ayez donc la force d'en imiter les choses qui , étant compatibles avec votre constitution , peuvent vous devenir utiles.

Elle a une dette aussi énorme que la vôtre ; mais qui , proportionnellement à sa population & à l'étendue de son territoire , se trouve deux fois plus forte pour elle que pour nous. Aussi le même individu , qui parmi nous ne payeroit que cinq cents livres d'impôts , est taxé en Angleterre à quinze cents livres , & les paye sans se plaindre.

D'où vient cette différence? C'est que l'Anglois a plus de véritable patriotisme que nous; & c'est en quoi il mérite l'estime & l'admiration des autres peuples. Il aime son pays, il est jaloux de sa gloire, de son succès; mais il n'a pas, comme nous, un amour aride, qui se borne à des protestations, à des grimaces. L'effet chez lui se joint à la démonstration; jamais il ne voit la Patrie dans l'embarras, sans s'empresse de voler à son secours. Non-seulement il ne refuse pas les tributs que le besoin nécessite; mais, si le Gouvernement emprunte, il lui prête ses fonds à deux & demi ou trois pour cent. Il empêche par-là les progrès de la dette Nationale: bien différent de nos prêteurs François, qui ne versent leur argent au Trésor Royal, que quand on leur présente un avantage usuraire, qui achève d'écraser la Nation.

François! quand l'emporterez-vous, en ce point, sur cette Nation estimable, votre antique rivale, à laquelle vous n'avez cédé encore, ni en gloire, ni en valeur; mais qui, jusqu'à présent, vous est bien supérieure en dévouement patriotique?

Ce que son Parlement fait pour elle, notre Roi & nos Ministres le font pour nous: ils s'occupent de notre gloire, ainsi, que de nos intérêts.

Le dérangement de nos Finances annonçoit le besoin d'une réforme dans plusieurs branches du régime public ; ils l'ont faite. Les abus , les prodigalités , ont été prescrites par - tout. Tout est restreint au rigoureux nécessaire. Le grand ouvrage de la régénération de notre bien-être est commencé : c'est au propre mouvement du Roi , que nous le devons : c'est par le concours de ses Ministres qu'il s'effectue : ils ont prévenu nos desirs. Pourquoi donc leur montrer tant d'animosité , quand leurs actions attestent la droiture de leur cœur ?

Sur quoi fondés , vous imaginez - vous , que parce que les Parlemens ne seront plus à même de les molester , ils vont nous tyranniser ? N'est-ce pas une crainte puérile ? Ce qu'ils ont déjà fait , ne doit-il pas vous rassurer sur ce qu'ils feront encore ? Quand ils pourroient vous être suspects , l'équité de notre Roi , à laquelle vous avez confiance , n'est - elle pas votre égide ? Connoissant sa tendresse pour vous , oseroient-ils hazarder des entreprises contraires à votre bonheur ? Ne vous garantit-il pas de tout abus d'autorité de leur part , par les Conseils auxquels il a subordonné tous leurs projets ? par la publicité qu'il donnera à leur gestion , dans les comptes authentiques qu'on en rendra tous les ans ? S'ils donnoient à la Nation des griefs contre eux , ne les apprendroit-il pas

par la voie des Assemblées Provinciales, qui auront toujours la facilité de lui faire parvenir leurs plaintes; par celle même des Etats-Généraux, qu'il promet d'assembler souvent?

Des Hommes en places, qui verront que leur grandeur dépendra d'être irréprochables dans leur administration; qui, dans le cas contraire, seroient sans cesse exposés à la dénonciation des Peuples indignés, ne doivent plus vous donner d'ombrage.

Non, les Parlemens n'assiégeront plus le Trône de leurs tracasseries, & les choses n'en iront pas plus mal; mais ils n'en seront pas moins toujours redoutables aux Ministres, puisqu'on leur conserve la faculté de faire des remontrances. Pensez-vous qu'ils tairont les abus, les enfreintes aux privilèges des Provinces, s'ils en remarquent? En les remontrant à la Cour plénière, celle-ci pourra-t-elle se dispenser de les représenter au Roi?

Vos ressources sont donc toujours les mêmes, qu'elles étoient avant les nouvelles Loix. L'établissement de la Cour Plénière en est même un surcroît pour vous.

Existe-t-il encore quelque chose dans sa formation, qui vous inquiète? remontrez-le au Roi. Trouvez-vous que le Tiers-Etat n'y ait pas assez de défenseurs, ou qu'il soit à désirer qu'on augmente le nombre des Députés de chaque Parlement? Exprimez-

lui vos raisons , & prenez confiance dans sa bonté.

Abandonnez vos sarcasmes contre la Cour Plénière , qui n'avoient pour base que la composition. Ne voyez-vous pas par-tout la Noblesse se distinguer dans les places honorables qui lui sont confiées ? A la guerre , elle brille par sa bravoure ; dans les commandemens , par sa prudence ; dans les assemblées publiques , par son zèle , son patriotisme. Il seroit bien humiliant pour elle & pour nous , que ceux que nous respectons comme ses Chefs , après s'être montrés par-tout en héros , ne fussent que des lâches , quand il s'agira d'embrasser les intérêts de la Nation.

Les Princes , les Ducs & Pairs , les Magistrats , qui sont nommés à la Cour Plénière , ne sont-ils pas ces mêmes Pairs & Magistrats , qui se sont tant de fois signalés pour la cause commune , dans toutes les assemblées auxquelles ils ont assisté ? Doit-on douter de la continuation de leurs sentimens ou de leurs principes , parce que les Parlemens anathématisent ceux qui ne s'unissent pas à leurs ambitieuses prétentions ?

Si , au surplus , il vous reste encore quelques vœux secrets à former , différez à les faire connoître jusqu'à la convocation des Etats Généraux , que tout fait présumer prochaine. Essayez au moins , en attendant , l'effet des

o *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

Loix nouvelles. S'il ne répond pas aux vues de bienfaisance qui les ont dictées ; si le bonheur qu'elles vous annoncent ne se réalise pas, ce sera alors le cas d'en représenter l'inconvénient au Souverain ; vous pourrez même avoir la gloire de concerter, avec lui-même, les moyens de les rendre plus efficaces pour l'avantage commun.

Que risquez-vous jusques-là. Tout n'est-il pas, en ce moment, dans le meilleur ordre possible ? L'économie domine dans toutes les dépenses ; le Roi ne demande pas d'impôts nouveaux, les Ministres ne se montrent, & n'oseroient pas se montrer dissipateurs. Les choses sont donc dans un état propre à vous inspirer toute sécurité.

Les trois quarts & demi de la Nation souhaitent que la nouvelle formation s'exécute, parce qu'ils en sentent l'utilité. Vous n'êtes qu'un petit nombre d'opposans, qui en séduisez d'autres par votre bruit, & qui, sans vous en douter, êtes vous-mêmes séduits par les clameurs de quelques Parlementaires, qui perdent à ces changemens : prétendez-vous nous faire la loi à tous ?

On ne voit en effet de rumeur, que dans les Villes qui servent de résidence aux Parlemens. Si quelques Campagnes y prennent part, c'est par l'influence d'intérêt que ces Villes ont sur elles. Le général des autres Villes & Campagnes témoigne par son silence

lence, son adhésion aux vœux du Souverain, malgré le bourdonnement épars de quelques mécontents.

La Capitale, sur-tout, est un exemple du peu de part que le Public prend à ce que les Parlemens appellent leur disgrâce. Plus instruit que dans les Provinces, le Peuple y connoît ses véritables intérêts. Les Grands, ainsi que les bourgeois, attendent paisiblement le dénouement de cette grande querelle. On n'y apperçoit de têtes agitées, que parmi les parties intéressées, ou parmi cette Nation oiseuse, qui passe sa vie à fronder tout ce qui se fait, & à forger des nouvelles alarmantes.

Réfléchissez donc sérieusement aux suites de votre imprudente fermentation. Observez les maux qu'elle a déjà occasionnés. Voyez l'alarme que vous avez inspirée, la défiance qui s'en est suivie, le crédit public en échec, notre réputation peut-être déjà compromise au dehors.

C'est vous qui êtes les auteurs de toutes ces calamités. Les Négocians maudissent des hommes, qui, sous prétexte de défendre des privilèges qu'on n'attaque pas, troublent le repos général, arrêtent la circulation du commerce, de la confiance, & ne font que du mal, en affectant l'intention de vouloir le bien.

La Justice, le premier de nos besoins, est

82 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

interrompue , & c'est encore par vous. Vous réclamez l'ordre & vous fomentez l'anarchie. Vous soutenez la Magistrature dans sa résistance. Sans votre appui, elle auroit senti la nécessité de rentrer dans ses devoirs : carressée par vous sur son insoumission, elle brave son Souverain. Vos sifflets, les épithètes injurieuses, que vous prodiguez à des Officiers fideles, empêchent les Grands-Bailliages de s'installer dans leurs fonctions. Vous êtes l'unique source des peines que nous souffrons, & des malheurs plus grands encore qui nous menacent.

Citoyens aveugles, que la passion égare, souvenez-vous que vous êtes Français ! Depuis long-tems la France n'étoit qu'une famille unie sous l'administration d'un bon pere ; la convertirez-vous dans un repaire de séditeux, d'hommes affamés de carnage ? Songez qu'un Roi juste vous tend la main, qu'il desire de vous voir revenir à lui, pour vous rendre sa tendresse ; rejetez-vous dans ses bras.

Votre effervescence fait sourire l'Europe, dont votre prospérité a toujours excité l'envie. On croit votre position plus critique qu'elle n'est ; on se plaît à prédire le déclin de votre ancienne grandeur ; il est peut-être déjà quelque peuple qui compte profiter de vos divisions : démentez ces prophètes sinistres ; prouvez leur ce qu'on doit attendre des

cœurs & des ressources de la France.

Le crédit que vos indiscrettes clameurs ont altéré, est en votre pouvoir; approuvez ce que vous avez blâmé sans raison; scellez de votre consentement des loix qui n'ont été imaginées que pour votre bien; faites revivre cette ancienne union avec votre Souverain, qui formoit sa puissance & votre sûreté: vous verrez bientôt le commerce refleurir plus que jamais, & la confiance rendre l'activité à l'industrie & à la spéculation.

Imposez silence à ces hommes atrabilaires, qui soufflent par-tout le désordre, & qui, dans leurs odieuses calomnies, osent publier qu'un Roi, dont tous les pas tendent à mériter les cœurs de ses Peuples, ne veut être qu'un tyran.

Honorez le Trône dont l'éclat reflue sur vous; entourez-le de vos hommages, qui seront plus flatteurs pour le Prince qui l'occupe, que cet appareil fastueux, dont-il s'est dépouillé pour accélérer l'allégement de vos charges: en lui rendant son lustre, en le respectant, vous le rendrez respectable aux Etrangers, & vous vous sauverez du risque de tomber dans l'avilissement, après avoir si long-tems figuré comme un Peuple célèbre.

Inconvéniens des nouvelles Loix.

CES Loix sont, sans contredit, sages, utiles, bien vues. Toute la logique captieuse des partisans de l'opposition, n'ont pu encore réussir à les discréditer dans la plus saine & la plus nombreuse partie du Public : cependant elles ont deux inconvéniens, qu'on ne peut se déguiser.

Le premier résulte de ce qu'elles ont été promulguées avec trop de précipitation. La Nation, surprise, n'a pas eu le tems d'en saisir tous les avantages. Ceux qui se trouvent victimes des changemens qu'elles ordonnent, se sont hâtés de prévenir les esprits contre ; l'humeur & la mauvaise foi les ont dépêchées, pour leur donner des interprétations fausses. Le Législateur bienfaisant a été représenté comme un tyran : ce qui étoit une amélioration, depuis long-tems nécessaire, dans l'administration de la justice, a été peint comme un attentat aux propriétés. On a feint que les privilèges des Provinces, la sûreté individuelle, étoient en péril, dans le tems même que le Roi ajoutoit aux anciens privilèges des Provinces de nouveaux droits qu'elles n'avoient pas ; & qu'en rapprochant de tous les individus, des Juges d'un accès plus facile & moins dispendieux, il fournissoit à chacun les moyens de mettre sa per-

sonne & ses possessions, sous la sauve-garde de la Justice. Enfin, on a prétendu que le Roi n'introduisoit la réforme dans les Parlemens, que pour les punir de leur opposition à l'Edit du Timbre.

On n'a pas voulu faire attention que l'impression de leur résistance étoit effacée depuis long-tems. Tout l'attestoit : la révocation de l'Edit ; le rappel des Magistrats au centre de leurs fonctions ; la confiance sur-tout que le Roi leur témoigna bientôt après, en venant siéger parmi eux, & s'éclaircir de leurs avis, étoient autant de preuves non équivoques, qu'ils étoient parfaitement réintégrés dans l'estime & les bonnes grâces de ce Prince.

Mais de nouveaux démêlés sont survenus. Le Parlement de Paris a suscité ses querelles minutieuses sur la forme de la séance royale. Il a attaqué le pouvoir souverain, à raison de l'exil de quelques-uns de ses membres ; plusieurs autres Parlemens ont élevé des débats peu respectueux sur la prorogation des vingt-trois, consentie par les uns, refusée par les autres. Le Parlement de Bordeaux s'est permis ses incursions contre les Assemblées Provinciales. Celui de Grenoble a déclamé contre les lettres de cachet. Les uns, après avoir accepté des choses, revenoient sur leurs pas, & se retractoient ; tous, unis en apparence, manifestotent cependant une jurisprudence,

& des principes différens ; leur seul accord consistoit à heurter l'autorité ; chacun faisoit dépendre le sort des Loix & des Peuples , de l'affiette de son esprit , du plus ou moins d'effervescence qui l'agitoit.

A ces premières entreprises ont succédé la manie des Arrêtés , l'orgueil de défendre l'exécution de ce que le Roi ordonnoit , & l'affectation de miner la Puissance royale dans toutes ses branches.

L'indiscrétion de rendre toutes leurs délibérations publiques , a fait présumer , avec quelque apparence de fondement , qu'ils cherchoient à soulever leurs concitoyens contre l'autorité légitime , pour en usurper eux-mêmes une partie.

Voilà les vrais motifs qui ont réveillé l'attention du Gouvernement. Ils ont eu pour base des faits tous postérieurs à ce qui s'étoit passé relativement au timbre. On ne pouvoit laisser subsister , sans danger pour le repos public , un pareil conflit. Tout le monde convient que la Magistrature avoit poussé la chose à un point outré.

Mais le Roi , en se voyant forcé de réprimer l'audace des Parlemens , n'a pas voulu les détruire : il s'est borné à les dépouiller de ce qui étoit devenu pour eux une occasion journalière de répandre la fermentation dans les esprits ; il leur a conservé tout l'éclat , tous les honneurs , & la plus noble partie des fonctions dont ils jouissoient.

Le peu qu'il leur a supprimé de leurs anciens droits & de leur ressort, il l'a fait servir à fixer l'unité dans la législation, & à remplir les vœux de ses sujets, qui desiroient, depuis long-tems des Conseils supérieurs, ou des Grands-Bailliages, qui les dispensassent de chercher la justice aussi loin, & de la payer aussi cher qu'elle leur coûte aux Parlemens.

Ces changemens ne devroient donc qu'exciter la gratitude des Peuples : cependant les premiers effets des insinuations parlementaires subsistent ; une partie du Public a encore de la peine à regarder comme un bienfait, ce qu'on lui a représenté comme une subversion de la constitution.

Ce prestige sans doute se dissipera ; mais il faut du tems. L'opinion est difficile à subjuguer.

Le second inconvénient des nouvelles Loix, vient du trop grand bouleversement qu'elles occasionnent dans les fortunes.

Un bien qui ne s'opère que sur la ruine de plusieurs milliers d'individus, s'il ne cesse pas d'être un bien, est au moins arrosé de trop de larmes, pour être accueilli de même que s'il ne faisoit pas de malheureux.

Il y aura nécessairement des particuliers, en grand nombre, qui perdront leurs Charges & leur bien-être. Plusieurs ne prévoient pas encore quel est le sort qu'on leur destine ; ils flot-

rent dans l'incertitude. Cette indécision ajoute au mal. Celui qui n'entrevoit pas ce qu'il deviendra, desire que les choses restent sur l'ancien pied, & se réunit à ceux qui ne s'attendant qu'à une perte certaine pour eux, s'acharnent à décrier les innovations, & à amener les esprits. Voilà la source de tant de murmures : ils étouffent la voix de ceux qui approuvent les nouvelles Loix. L'homme heureux, mais sensible, oublie son propre bonheur, pour compatir au malheur de ses freres.

P R E M I E R M O Y E N .

QUAND on fait le bien, il faut tâcher, autant qu'on le peut, de lui donner une empreinte riante, de le faire concevoir, & sur tout de faire en sorte que personne n'en soit victime.

Les nouvelles Loix n'ont pas eu cet avantage, soit parce qu'on n'a pas disposé les esprits à les envisager sous leur point-de-vue favorable, soit parce qu'on n'a pas assez préparé les voies de la révolution qu'elles entraînent. Mais ce défaut peut être réparé encore, sans que, ni l'honneur du Trône, ni le Public, en souffrent.

L'honneur du Trône consiste à ce que les Loix qui en émanent soient respectées, à ce que ses bienfaits soient dégagés de toute teinte de violence.

Or, je ne propose pas au Roi de révoquer

les Loix, mais simplement d'en suspendre l'exécution, jusqu'à ce, que tout soit arrangé, pour qu'elles puissent recevoir leur accomplissement, sans opérer une secousse trop onéreuse.

La soumission de la haute Magistrature aplaniroit toutes les difficultés, parce qu'elle entraîneroit de suite celle de toute la Robe en sous-ordre. Mais elle se plaint d'être traitée comme coupable, sans l'avoir mérité. Elle pense, dans sa résistance, servir la Patrie, le Roi même. Elle regarde sa fermeté comme une vertu.

Elle est composée de tant de membres respectables, qu'il y auroit de l'injustice à leur supposer un système général de révolte. Il peut se trouver dans le nombre quelques esprits fougueux, qui courant après la célébrité, croient y parvenir en entretenant les troubles; parce qu'il y a toujours dans le Public des fanatiques, qui encensent la singularité. Il est possible que ces hommes échauffés aient, dans leur enthousiasme, démonté la raison de leurs Confreres. Mais l'erreur ne peut durer long tems.

Qu'on les rappelle tous à leurs fonctions, pendant le tems fixé pour la surseance des Loix; qu'ils continuent de rendre la justice comme autrefois; qu'on leur montre de la confiance; qu'on les consulte sur la nécessité de rendre aux Plaideurs la Justice moins dispen-

diense , on les verra , j'en suis sûr , concourant aux vues du Législateur , se dépouiller eux-mêmes d'une partie de leur ressort , & de ce qu'ils regardoient ci-devant comme la base de leur constitution.

Presque toutes les choses dépendent de la manière de les voir. Le Français , plus attaché à l'honneur qu'à sa propre existence , se révolte contre tout ce qui porte un caractère d'opprobre. La Magistrature qui se considéroit comme avilie par les réformes qu'elle effuyoit sous l'apparence de punition , se fera un point d'honneur de se sacrifier aux mêmes réformes , de son propre consentement.

Il s'ensuivra que les changemens projetés , se méditant dans le calme , il sera plus facile de prévenir ou de suppléer à la perte que chacun pourroit en souffrir.

Des milliers d'êtres sont inquiets sur l'avenir. Qu'on mette fin à leur incertitude. Qu'on fasse un apperçu de ce qui restera d'affaires à chaque Tribunal , du nombre d'Avocats , de Procureurs , d'Huissiers , qui pourront être encore employés. Qu'on rende cet apperçu public. Qu'on annonce l'époque fixe à laquelle on consommera en définitif tous les changemens.

Dans cet intervalle , tout le monde étant éclairci sur sa destination , ceux qui sauront n'avoir plus d'occupations à espérer aux Par-

lemens , tourneront alors leurs vues sur d'autres Tribunaux ou d'autres places. Ils n'essuieront plus le dommage funeste qui résulte toujours d'une longue inaction. L'époque annoncée sera attendue sans occasionner les gémissemens qui naissent de la crainte de la misère ; & le Roi non-seulement sera obéi avec docilité , mais béni pour le terme qu'il aura bien voulu accorder pour l'exécution de ses volontés.

La gloire du Législateur , tient moins à la promptitude de l'obéissance , qu'à la consolidation de ses Loix. Il n'est pas moins Législateur lorsqu'il y surseoit pour les corroborer , ou pour les rendre plus utiles , que lorsqu'il les promulgue. Ce seroit établir sa grandeur sur des fondemens peu honorables , & peut-être trop inhumains , que de lui persuader qu'il est de sa dignité de se faire obéir malgré les maux que ses ordres , trop précipités , pourroient entraîner.

Cette considération mérite d'être pesée , sur-tout dans les circonstances actuelles.

Les changemens que le Roi a résolus , ont pour objet le bien général de ses Sujets. Mais s'ils sont désastreux pour les uns , d'autres craignent qu'ils ne le deviennent pour eux à l'avenir.

N'est-il pas prudent de laisser affermir la confiance dans celui qu'on cherche à obliger ,

92 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

avant de le contraindre à accepter un bien-fait dont il se défie? En usant de rigueur on risque de ne faire qu'un ingrat. Avec un peu d'indulgence, on lui donnera le temps de s'éclaircir; il rendra justice aux intentions bienveillantes qu'on a pour lui, & sa sensibilité en fera le prix.

Ce prix n'est il pas le seul que le Législateur se propose, en travaillant à rendre les Peuples heureux? Pourquoi donc refuseroit il de se le procurer, lorsqu'il le peut si facilement, & quand sa condescendance ne doit servir qu'à le faire aimer davantage?

Les Peuples, de leur côté, seront bien loin de murmurer contre ce délai si désiré. Les abus qu'on cherche à leur éviter, leur sont devenus trop familiers, pour qu'ils se plaignent de les supporter encore quelque tems. C'est un sacrifice qu'ils feront avec plaisir à leurs concitoyens malheureux. Le Roi y compromettra d'autant moins son autorité, que ses sujets, en lui manifestant leurs vœux, semblent lui demander cette précieuse remise, comme une grace : en lui fournissant matière à leur accorder une nouvelle preuve de sa bonté, c'est lui donner occasion d'exercer de nouveau son pouvoir suprême de Législateur.

Il n'aura aucun désagrément à craindre de sa condescendance pour les Parlemens. Ce sont les impôts seuls qui ont toujours été le

principe de leurs tracasseries. Or, il vient de déclarer qu'il n'en a pas besoin. Les Parlemens, faute d'intérêts publics à discuter, se trouveront donc circonscrits dans leurs fonctions judiciaires. Ils n'auront plus d'occasion de manquer à l'Autorité, ou d'insulter aux Administrateurs.

Pendant ce temps, les Etats-Généraux seront convoqués. Si la Nation a rendu justice aux Parlemens sur certains points, elle ne s'est pas fait illusion sur d'autres; elle connoît tous les genres de reproches qu'elle a à leur faire. Leurs égaremens momentanés lui feront sentir la nécessité d'en déraciner le germe, en sollicitant elle-même la limitation de leur pouvoir & de leurs prérogatives. Ses Députés, animés du desir de jeter les fondemens d'une concorde durable, concerteront, avec le zèle de vrais patriotes, les moyens de concilier le bonheur des Peuples avec le maintien de la Puissance souveraine, qui a toujours fait la base de la grandeur de la France & de sa sûreté.

Ainsi, sans choc nuisible, sans efforts violens, le calme se trouvera rétabli. La justice se rendra aux Peuples, qui ne peuvent s'en passer. La constitution nationale sera raffermie par l'accord qui renâtra entre le Roi & les sujets; & cette heureuse révolution sera due à la déférence, non moins heureuse, d'un Prince déjà si cher à tant de

94 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*
titres , à la Nation aimante qu'il gouverne.

D E U X I E M E M O Y E N .

CEUX qui raisonnent sur les affaires publiques , & qui n'indiquent qu'un parti , rarement réussissent à se rendre utiles. Ce qui paroît plausible ou facile à un Ecrivain qui se livre à ses rêveries dans la retraite , devient souvent impraticable , par des motifs dont il n'a pas même l'idée.

La Cour est un pays où l'on ne se dirige pas par des principes ordinaires. La politique y a bâti des systèmes inconnus au commun des hommes. Nous attachons la gloire ou le bonheur des Souverains , à des causes souvent bien différentes de celles qu'adoptent les Ministres ou les Courtisans. Nous devons donc rarement espérer de les trouver de notre opinion. C'est ce doute qui me fait imaginer ce second remède , comme une alternative pour le cas où le premier ne seroit pas goûté.

En supposant que le Gouvernement ait des raisons qui l'empêchent de différer à d'autres tems la vigueur de ses Loix , du moins je ne lui en suppose plus pour se refuser à adoucir autant qu'il dépendra de lui , le sort de ceux qui en deviennent les victimes.

Les Magistrats , comme je l'ai déjà observé , sont assez riches pour ne pas se res-

sentir de leurs suppressions, quant à leur bien-être ; mais ils se regardent comme malheureux, d'être privés de l'honorable distinction que leurs Charges leur procuroient dans la société.

Pourquoi ne satisferoit-on pas leur ambition, en leur laissant continuer leurs fonctions ? Ce n'est pas pour forfaiture qu'on les supprime. Le Roi leur réserve même le droit de succéder à leurs Confreres mourans. Ce qui est, à-la-fois, une justice, & un témoignage que le Monarque rend à la fidélité avec laquelle ils ont rempli leur ministère.

Qu'on les y maintienne donc. La continuité d'exercice les entretiendra dans la pratique des devoirs qui y sont attachés, & ils conserveront cet acquis, cette perspicacité, que l'usage seul donne, & qu'ils pourroient perdre par l'inaction. Qu'on leur rembourse, si l'on veut, leurs finances ; qu'ils ne soient regardés que comme honoraires ; mais qu'on leur accorde toute l'activité de Magistrats qui ne demandent qu'à se dévouer au Public.

Mais, me dira-t-on, ils n'auront plus rien à juger, puisque leurs Chambres sont supprimées.

Je n'entends pas qu'on déroge à leur suppression, mais on peut les incorporer dans les Chambres qu'on conserve à leurs Com-

96 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

pagnies. Ils partageront en commun les fonctions réservées à leurs Confrères. Cela ne changera en rien la consistance nouvelle des Parlemens, sinon que dans une Chambre, où il ne devoit y avoir que vingt Juges, il s'en trouvera quarante.

Il seroit à désirer aussi qu'on diminuât l'attribution des Grands Bailliages. Il est certain qu'il y a des Provinces, où dans quatre ans il ne se présente pas dix affaires au-dessus de vingt mille livres. Les appels comme d'abus, les procès criminels ou des Ecclésiastiques, y sont également très-rare. Les Parlemens de ces Provinces, à la haute Police près, se trouveront donc dans un désœuvrement presque continu.

Or, il est essentiel de donner à ces Cours une activité permanente. Leur appareil imposant est devenu un besoin pour la Nation. Elle y admire le reflet de la Puissance souveraine, l'empire majestueux des Loix. Rien de plus utile dans un grand Etat, que le spectacle de ces augustes Compagnies; il rappelle aux Citoyens de tous les Ordres, leurs devoirs, & ce qu'ils ont à redouter en y manquant.

Leurs Arrêts inspirent la terreur à ceux qui couvent le crime dans leur cœur, & les empêchent souvent de le commettre. C'est par leur répartition impartiale de la justice, que les Parlemens se sont acquis l'admiration
des

des étrangers , la confiance & le respect des régnicoles.

Nos Rois même leur ont dû une partie de leur grandeur. C'est par leur héroïque fermeté, qu'ils sont parvenus à enchaîner l'hydre redoutable de la Féodalité, si long-tems rivale de la Royauté.

C'est par eux qu'ils ont réussi à réprimer les entreprises, sans cesse renaissantes, de la Tiare contre l'Autorité temporelle.

Ce sont enfin les Parlemens qui, par leur vigilance redoutable, ont su contenir tous les Corps de l'Etat dans des bornes légitimes.

Aussi nos Monarques, en ne les considérant que comme justiciers, les ont-ils toujours regardés comme les plus solides soutiens de leur puissance.

Les services qu'ils ont rendus, ils les rendront toujours. Mais il faut pour cela leur laisser une existence qui continue d'imprimer la vénération à leurs justiciables. Des Corps languissans, faute d'exercice, cessent bientôt d'être considérés, & finissent par ne plus être craints.

Je pense qu'en réduisant l'attribution des Présidiaux à trois mille livres, & celle des Grands Bailliages du ressort des Parlemens de Province à huit mille livres, ce sera, en donnant à ces Tribunaux une consistance honnête, laisser aux Parlemens une activité

suffisante, pour les conserver en honneur parmi les Peuples.

Quant au Parlement de Paris, son ressort étant trop étendu, je regarde comme un acte de justice d'alléger les frais de voyage aux Plaideurs éloignés. Je crois donc qu'il seroit sage de conserver aux Grands-Bailliages, distans de plus de cinquante lieues de la Capitale, l'attribution de vingt mille livres; de réduire par-tout celle des Présidiaux à trois mille livres, & celle des Grands-Bailliages en-deçà de cinquante lieues, à huit mille livres, comme dans les Provinces.

Par ce milieu, le Public trouvera un soulagement moins étendu, à la vérité, que celui que lui procuroient les nouvelles Loix; mais il conservera dans leur splendeur, des Corps de Magistratures qu'il révère. Moins d'Avocats & autres Officiers se trouveront sans emploi. C'est toujours un grand bien, de diminuer le nombre des malheureux.

Il en restera encore assez pour mériter l'intérêt du Souverain & de leurs Compatriotes. On leur promet le remboursement de leurs finances; mais on sait qu'aujourd'hui on n'acquiert presque aucun Office, sans payer de la surfinance, dont le Roi ne tient aucun compte.

Il faut considérer de plus, que l'inaction si souvent répétée depuis quinze à dix-

huit mois, a déjà fait un tort considérable à tous les Agens subalternes attachés aux Parlemens, ce qui rend leur sort d'autant plus triste aujourd'hui.

Enfin on doit faire attention, qu'un homme réduit à abandonner une carrière, dans laquelle il ne s'est formé qu'à grands frais, & en y employant les plus précieuses de ses années, n'est plus guères propre à en embrasser une autre. Il est donc digne d'un Prince bienfaisant & d'une Nation humaine, d'accorder à tous ces infortunés un dédommagement. S'il ne les indemnise pas de toutes leurs pertes, il les aidera au moins à attendre que de nouvelles ressources s'ouvrent en leur faveur.

Je crois que le moyen de remplir ce but, seroit d'allouer à chaque supprimé un tiers de surfinance, au-delà de la finance primitive de son Office.

Je trouverois très-généreux aussi, d'offrir aux Avocats dont les cabinets chommeront par ces changemens, une somme une fois payée, ou une rente viagère.

Je m'attends à l'objection, que j'exige trop d'une Administration que je fais dans la gêne, sur-tout dans des circonstances où les revenus sont diminués par l'interruption de la Justice.

Aussi ne prétends-je pas qu'elle prenne cela sur elle seule. De l'intérêt que la Na-

tion a témoigné sur les événemens présens, il y a lieu de conclure qu'elle partage les malheurs de tous ceux sur qui en reflue l'effet, & qu'elle contribuera volontiers à adoucir leur sort.

Je propose donc de lever un quarantième, dans la même forme qu'on perçoit les vingtièmes, pour une fois seulement & d'en employer le montant aux dons que je viens d'indiquer; il sera aisé au Gouvernement de l'affermir à une Compagnie, qui en versera les fonds d'avance, pour en aider toute suite des êtres, qui peut-être languissent déjà dans le besoin.

De tous côtés mes oreilles sont frappées du cri : Je n'ai plus d'existence ! Je suis ruiné ! Je suis Citoyen, & la Patrie me réduit à la mendicité avec ma famille !... Le Roi, en répandant des secours, distribués avec promptitude, & sans que la faveur altère l'égalité de leur répartition, fera cesser toutes les clameurs. L'intérêt personnel n'étant plus blessé, il n'y aura plus, ni plaintes, ni motifs de se plaindre. Celui qui, frustré de son état, recevra de l'argent pour le garantir de l'indigence, pourra-t-il se dispenser de faire des vœux pour l'auguste Bienfaiteur qui vient tarir ses maux ?

O mon Roi ! puisse cette foible esquisse du bien qui vous reste à faire, passer jusqu'à vous ! Oui j'en suis sûr, votre cœur en

adoptera tout ce qui sera compatible avec la dignité de votre Couronne. Puisse la Nation achever de se convaincre par vos nouveaux bienfaits, du bonheur qu'elle doit se promettre, sous le règne d'un Monarque juste & sensible!

Et vous, Ministres, que l'animosité & l'intérêt personnel s'efforcent de déshonorer aux yeux de la Nation, ne vous découragez pas. On est injuste en ce moment à votre égard. Mais jamais réformateur n'obtint d'abord l'hommage dû à son zèle. Presque toujours les hommes bienfaisans ont fait des ingrats. Continuez d'éclairer votre Maître avec la droiture d'hommes vertueux. Votre récompense sera dans le bonheur même que vous procurerez à vos Concitoyens. Prouvez à ceux qui vous dépeignent comme des traîtres, que, c'est en provoquant l'indulgence & les bienfaits du Prince sur eux, que vous prétendez vous venger de leur haine.

Magistrats & Citoyens de toutes les classes! unissez vos voix à la mienne: prêchez la concorde; rappelez à des sentimens paisibles, ces esprits ardens qui exhalent leur passion. Que chacun, de son côté, donne l'exemple de la modération & de la fidélité. C'est de la raison que les Princes veulent recevoir des remontrances. Dépouillez les vôtres de ce ton altier & menaçant, qui les a trop caractérisées jusqu'à ce jour. Vous re-

102 *Je m'en rapporte à tout le Monde.*

trouverez dans votre Roi un pere tendre ,
quand il reverra en vous des enfans respec-
tueux.

Pardonnez-moi , Magistrats , si j'ai osé re-
lever vos fautes. Le premier devoir d'un écri-
vain , est d'être vrai. Ce seroit une lâcheté
d'encenser des écarts , que l'homme impar-
tial condamne. Vous compensez vos erreurs
passagères par tant de vertus , que mon res-
pect pour vous subsiste , même en vous blâ-
mant. Hâtez-vous de reprendre par votre
soumission , les droits , que vous vous êtes
acquis par vos importans services , à l'es-
time & à la reconnoissance de toute la France.

F I N.

